ANNEE 2010

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

XI^e LEGISLATURE

JOURNAL DES DEBATS

SESSION ORDINAIRE UNIQUE 2008-2009

COMPTE RENDU IN- EXTENSO

SEANCE DU VENDREDI 15 MAI 2009

Sommaire

MINISTERE DE LA JUSTICE

	Pages
1-Membres du Gouvernement présents.....	02
2 - Ouverture de la séance.....	02
3 - Discussion générale.....	19
4 - Fin de la séance.....	87

Secrétaires élus

-Monsieur Daour Niang NDIAYE
-Madame Gnagna THOURE

Présidence de

- Monsieur Mamadou SECK,
Président

Séance plénière du vendredi 15 mai 2009

(La séance est ouverte à 18h 30)

- 1 -

Membres du Gouvernement présents

Sont au banc du Gouvernement :

- Maître Madické Niang, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;
- Monsieur Faustin Diatta, Ministre du NEPAD et des Relations avec le Parlement.

- 2 -

Ouverture de la séance

MONSIEUR LE PRESIDENT

Mesdames, Messieurs la séance est ouverte.

Je vais à nouveau présenter mes excuses parce que je sais que la plupart d'entre vous sont ici depuis 15h, cela a été très très long. Pour cette attente, vraiment nous vous présentons nos excuses, c'était quelques problèmes techniques liés à la confection du rapport.

Nos collègues Djiby Basse, Bassirou Doro Ly, Chérif Elwaly Diop, Khadidiatou Sy, Adama Kane s'excusent de ne pouvoir assister à cette séance.

Y a-t-il des observations ?

Nos collègues sont excusés.

Mes chers Collègues, suite à la démission de nos collègues nommés ministres et dont les noms suivent : Moustapha Mamba Guirassy, Khouraïchi Thiam, Abdou Khadim Guèye, Thierno Lô, Aliou Sow et Sada

Ndiaye et en vue de pourvoir à ces vacances, j'invite conformément aux dispositions de l'article L146 du Code électoral leurs suppléants Mesdames Métou Ba, Yakharé Diop, Messieurs Sidy Badiane, Serigne Mbaye Dia, Moussa Cissé et Mamadou Oumar Ba à venir occuper leurs places dans l'hémicycle.

Nous invitons le public à ne pas manifester.

Chers Collègues, l'Assemblée nationale par ma voix vous souhaite la bienvenue.

Mes chers Collègues, j'ai reçu les affaires suivantes :

- projet de loi n°11/2009 abrogeant la loi n°2008-04 du 24 janvier 2008 instituant une contribution nationale exceptionnelle de solidarité pour atténuer les effets négatifs de la hausse des prix internationaux des produits pétroliers et les conditions de vie des ménages surtout les plus démunis ;
- projet de loi n°12/2009 relatif à la police des ports maritimes ;
- projet de loi n°13/2009 modifiant l'article 68 de la loi n°2008-43 du 20 août 2008 portant Code de l'Urbanisme ;
- projet de loi constitutionnel n° 14-2009 instituant un Vice-président ;
- projet de loi n°15/2009 autorisant le Président de la République à ratifier le traité révisé de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique de Droits des Affaires OHADA signé à Québec, Canada le 17 octobre 2008 ;
- projet de loi n°16/2009 autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord portant Création du Réseau pour le Développement global signé à Dakar le 23 janvier 2005.

Acte est donné du dépôt de ces affaires.

Je rappelle que le projet de loi constitutionnel n°14/2009 instituant un Vice-président a été examiné par la commission compétente et que Monsieur le Président de la République demande son examen selon la procédure d'urgence.

Conformément aux dispositions de l'article 73 alinéa 1^{er} de notre règlement intérieur, je cite : « l'urgence est de droit lorsqu'elle est demandée par le Président de la République ».

L'ordre du jour appelle donc l'examen du projet de loi constitutionnel n°14/2009 instituant un Vice –président.

La parole est à notre collègue Amadou DIARRA, rapporteur de la Commission des Lois, de la Décentralisation, du Travail et des Droits humaines.

Cher collègue, vous avez la parole.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Mes Chers Collègues,

La Commission des Lois, de la Décentralisation, du Travail et des Droits humains s'est réunie le jeudi 14 mai 2009 dans la Salle de la Commission des Finances sous la présidence de Monsieur Aly LO, Président de ladite Commission afin d'examiner le projet de loi constitutionnelle n°14/2009, instituant un Vice –président.

Le Gouvernement était représenté par Maître Madické NIANG, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et Monsieur Faustin DIATTA, Ministre du NEPAD et des Relations avec le Parlement, entourés de leurs principaux collaborateurs.

Ouvrant la séance, Monsieur le Président, au nom de la Commission, a souhaité la bienvenue aux Ministres, les a félicités pour leur nomination dans le Gouvernement, avant de formuler des prières afin qu'ils réussissent leurs missions au plus grand bonheur du peuple sénégalais.

Il donnera ensuite la parole à Monsieur le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice pour la présentation du projet de loi.

Prenant la parole, Monsieur le Ministre d'Etat, a remercié, au nom de son collègue, de l'ensemble de leurs collaborateurs et en son nom propre, le Président de la Commission, ainsi que l'ensemble des députés présents pour leurs félicitations et prières à leur endroit.

Il a ensuite marqué de manière forte la disponibilité des membres du Gouvernement qui sont à l'écoute des représentants du peuple, prennent en compte leurs suggestions et leurs observations dans la conduite des missions qui leur sont dévolues.

Monsieur le Ministre d'Etat a tenu à préciser que, après avoir mis en œuvre quelques réflexions, la première mouture du texte a subi une évolution suite à des modifications.

A la suite de cela, Monsieur le Ministre d'Etat rappellera la volonté inflexible affichée par Monsieur le Président de la République de renforcer la qualité de fonctionnement des institutions de la République en les adaptant à l'évolution constante de la société sénégalaise, et l'approfondissement de notre démocratie par une plus grande implication de toutes les forces vives de la Nation.

C'est pourquoi, dira Monsieur le Ministre d'Etat, lors de son adresse à la Nation du 3 avril 2009, il annonçait aux Sénégalais sa décision de créer un poste de Vice-président de la République.

Son occupant, homme ou femme, sera nommé par décret du Président de la République qui l'assistera dans sa tâche et permettra une plus grande représentation du Chef de l'Etat auprès des populations les plus reculées du Sénégal.

Ainsi, Monsieur le Président de la République renforcera le plus efficacement possible, son action et la rendra beaucoup plus proche des masses.

Ce poste de Vice-président de la République suscitera enfin une meilleure fluidité dans le fonctionnement des organes administratifs relevant de l'autorité de Monsieur le Président de la République, dira Monsieur le Ministre d'Etat.

Monsieur le Ministre d'Etat précisera que le Président de la République nomme le Vice-président pour une durée ne pouvant excéder celle de son mandat et peut mettre fin à ses fonctions dans les deux cas après consultation du Président du Sénat et de celui de l'Assemblée nationale,

et qu'il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Président de la République.

Après l'intervention de Monsieur le Ministre d'Etat, vos Commissaires ont, tour à tour, félicité les Ministres pour leur nomination dans le nouveau Gouvernement et prié pour eux, afin qu'ils réussissent leurs missions au grand bonheur du peuple sénégalais.

Certains se sont appesantis sur la belle prestation de la délégation sénégalaise conduite par Monsieur le Ministre d'Etat en février dernier à Genève, lors de l'évaluation périodique universelle, qui est un exercice obligatoire auquel doivent se soumettre tous les Etats du monde.

Ils ont également salué la réélection du Sénégal, à l'issue d'un scrutin secret, comme membre du Conseil des Droits de l'Homme qui est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies qui a pour rôle, notamment, de « promouvoir le respect universel et la défense de tous les droits de l'Homme et de toutes les libertés fondamentales pour tous, sans distinction aucune et de façon juste et équitable ».

Après les interventions de vos Commissaires, Monsieur le Ministre d'Etat, les a remerciés avant de souligner que cette réélection est une réaffirmation du rôle que joue le Sénégal dans l'exercice des droits humains, mais aussi dans la consolidation de l'Etat de droit. Car, dira-t-il, tous les jours le Sénégal démontre sa capacité de renforcement des institutions, mais aussi de protection et de promotion des droits de l'Homme. Il remarquera également que le Président de la République a joué un rôle éminent de par son leadership, par les nombreuses distinctions dont il a été l'objet et qui lui ont été gratifiées.

Le Président de la République permet au Sénégal de faire une belle prestation dans beaucoup d'occasions de par sa vision et son action quotidienne.

Dans l'illustration qu'il nous a faite pour ce qui a motivé son aisance lors de cette prestation, Monsieur le Ministre d'Etat dira sa fierté de regarder les yeux dans les yeux, les Américains de Obama, les Européens de Sarkozy ou de Merkel, les Arabes, les Asiatiques et les Africains, et de

leur dire : est-ce qu'il existe dans le monde, un pays où la liberté de presse est mieux respectée qu'au Sénégal ?

La presse dit et écrit tous les jours sur le Président de la République, sur sa famille, ses Ministres, sans être inquiétée.

Monsieur le Ministre d'Etat témoignera de l'esprit de pardon qui anime le Président et surtout de la manière dont il est outré devant l'injustice faite à l'Homme et le non-respect de la dignité humaine.

Sur l'initiative et l'opportunité, vos Commissaires ont exprimé leur vive appréciation de cette décision du Président de la République de créer un poste de Vice-président dans l'espace présidentiel, ce qui implique une volonté de partager le pouvoir alors qu'ailleurs, des Chefs d'Etat l'acceptent malgré eux après des mètres cubes de sang de leurs compatriotes versés lors d'événements souvent post-électorales ou de Conférence nationale.

Ici, diront vos Commissaires, dans ce Sénégal d'élites et d'intelligences, Monsieur le Président, après une large consultation non obligée, suite à la lecture et à l'appréciation qu'il s'est faites des dernières élections régionales, municipales et rurales du 22 mars 2009, a senti la nécessité de s'approcher des populations, de les écouter pour mieux les comprendre afin de pouvoir satisfaire leurs besoins les plus quotidiens.

Vos Commissaires ont salué la clairvoyance de la vision de Monsieur le Président de la République, mais surtout sa volonté de partage du pouvoir au profit d'autres Sénégalais et Sénégalaises pour que, ensemble comme un seul homme, dans ce contexte de crise économique, financière, alimentaire qui a secoué tant de régimes, le Sénégal reste debout et relève le défi du décollage économique, de la paix et du développement.

A ce propos, Monsieur le Ministre d'Etat s'est accordé avec vos Commissaires pour dire la forte volonté de Monsieur le Président de la République de s'ouvrir, de partager ses idées parfois dans des positions initiales d'antagonismes, mais démocrate et intellectuel de son état, il est toujours prompt à revenir, à reculer, à accepter les autres et c'est dans

cette même veine qu'il aime être généreux aussi bien en idées qu'en pouvoir. Cette initiative est une ultime illustration.

Pour d'autres Commissaires en revanche, c'est une institution de trop, inutile, sans apport réel sur le vécu du Sénégalais lambda.

De même, le coût de fonctionnement de cette institution, ses charges induites à sa création sont inexplicables et inopportunes dans ce contexte de crise financière.

Selon ces Commissaires, la priorité est ailleurs et l'objectif visé pourrait être atteint en s'appuyant sur d'autres leviers et institutions déjà existantes.

Sur cette question, Monsieur le Ministre d'Etat précisera d'emblée qu'il ne s'agit ici nullement d'une nouvelle institution de la République, car c'est la Constitution, en son article 6 qui détermine de manière limitative les institutions de la République.

C'est pourquoi, dira-t-il, c'est l'article 26 qui parle de l'institution qu'est le Président de la République qui est visé ici.

Donc, c'est dans l'espace présidentiel, sur les dérivées du pouvoir du Président de la République que le poste de Vice-président est créé au vu de la situation du Sénégal, de ce qu'il a réalisé, et de ce qui peut être encore réalisé.

Monsieur le Ministre d'Etat dira que le Président est parti de l'idée selon laquelle des pays comme les Etats-Unis et la France peuvent s'offrir le luxe de n'avoir que des Gouvernements qui viennent améliorer, gérer, consolider les acquis, mais le Sénégal est dans une situation où tout est à créer, à construire, il s'agit de bâtir un développement.

Il nous faut des infrastructures routières, des écoles, des lycées, des hôpitaux, prendre en charge la demande sociale, donc des institutions capables de porter tout ce que nous devons faire face à un monde hostile, à un environnement mondial de plus en plus difficile. Il faut plus de bras pour le faire, l'apport d'aucune personne ne devrait être négligé,

tout le monde a sa part dans cette œuvre colossale de développement du Sénégal, afin d'amener ce pays vers l'émergence.

L'important, conclura-t-il, c'est de juger sur la base des résultats, des missions dévolues aux uns et aux autres, et de tenir compte de notre réalité, pour le bien du Sénégal.

Il nous faut des gouvernants de plus en plus proches des populations, il faut aller vers les zones les plus reculées, vers les banlieues qui ont besoin de sentir le Président de la République, ou celui ou celle qui, dans l'espace présidentiel peut être délégataire de ses pouvoirs et puisse le représenter personnellement auprès des populations et lui rendre compte immédiatement. Cela n'est qu'une bonne manière de gouverner.

Sur la référence faite aux femmes dans la première mouture, vos Commissaires ont salué l'évolution du dernier exposé des motifs corrigeant la référence faite à la femme pour occuper le poste de Vice-président, même si d'aucuns ont pensé que cela marquerait un retour en force des femmes à de hautes fonctions après celle de Premier Ministre, occupée par Mame Madior BOYE.

Sur ce sujet, Monsieur le Ministre d'Etat notera que le Président, par l'intelligence, par la disponibilité qui l'habite est quelqu'un qui tient compte de tout ce qui se dit.

Il avouera qu'au début, le Président est parti du fait que le Sénégal a 52 % de femmes, de ce dont sont capables les femmes sénégalaises. Ce poste, il voulait le dédier aux femmes sénégalaises pour une discrimination positive en faveur de cette catégorie mais se rendant compte de nos réalités qui interdisent la discrimination de sexe, l'avènement de la loi sur l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats et fonctions, permet de nommer souverainement à ce poste, soit un homme, soit une femme. Et, c'est pour les mêmes motivations que l'aspect pécunier qui relève du domaine du décret et non d'une loi constitutionnelle a été amendé par le Gouvernement dans la nouvelle mouture.

Dans ses réponses aux questions sur les conditions de nomination, Monsieur le Ministre d'Etat a renvoyé vos Commissaires à l'article 28 qui fixe les conditions d'éligibilité.

S'agissant de l'ordre de préséance où d'aucuns ont pensé inacceptable qu'un Vice-président nommé, soit au 2^e rang devant les élus tels que les Présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, Monsieur le Ministre d'Etat dira que de la même manière qu'on accepte que le Premier Ministre qui est nommé devance des députés qui sont élus au suffrage universel direct, on accepterait aisément que le Vice-président, logé dans l'espace présidentiel puisse avoir ce rang.

Auparavant, des Commissaires ont trouvé que les incompatibilités visées à l'article 38 ne doivent pas être applicables au Vice-président, étant donné qu'il peut être démi de ses fonctions à tout moment.

A ceux-là, Monsieur le Ministre d'Etat soulignera qu'il est normal, à l'image du Président de la République, qu'il ne puisse occuper aucune autre fonction ou avoir un mandat si ce n'est la mission de représentation nationale.

Vos Commissaires ont, dans un esprit constructif et d'éclairage, interpellé Monsieur le Ministre d'Etat pour une collaboration beaucoup plus concertée entre l'Exécutif et le Parlement. Ils ont demandé aux membres du Gouvernement d'être plus présents sur le terrain, afin de communiquer davantage pour que les Sénégalais le sentent pendant que les élus du peuple parlent au nom du peuple, pour que le Président de la République et le Gouvernement puissent entendre sa voix.

Pour d'autres, il est nécessaire pour éviter toute amalgame et toute propagande politicienne contre l'initiative du Président, de préciser déjà, au-delà du simple visa d'articles pour annoncer les limites des pouvoirs délégués au Vice-président, qu'il n'incarne pas l'unité nationale. Il n'est pas le garant des institutions, de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire.

Le Vice-président ne détermine pas la politique de la Nation, il ne préside pas le Conseil des Ministres, il n'accrédite pas les Ambassadeurs et ces derniers ne sont pas accrédités auprès de lui, il

n'a pas le droit de faire grâce, il n'adresse pas de messages à la Nation, il ne nomme pas le Premier Ministre, ni ne met fin à ses fonctions.

Le Vice-président ne soumet pas de projet de loi constitutionnelle au référendum, ne dispose pas de pouvoirs exceptionnels, ne peut pas procéder à une révision constitutionnelle, ne peut pas dissoudre le Parlement, ne promulgue pas les lois et ne nomme pas les membres de la Cour suprême.

Enfin, vos Commissaires, après avoir adopté l'autre amendement sur le projet de loi, notamment, au premier alinéa de l'article premier du projet de loi relativement à la faculté de nommer ou non quelqu'un à ce poste, ont écouté et entendu Monsieur le Ministre d'Etat sur son engagement et celui de tous ses collègues à être davantage plus disponibles à l'endroit des parlementaires, honorables représentants du peuple et sur les maîtres mots qui ont présidé à l'initiative de la création de ce poste : encore plus proche et écouter davantage les populations.

Satisfaits des réponses de Monsieur le Ministre d'Etat, vos Commissaires ont adopté, à la majorité, le projet de loi constitutionnelle n°14/2009 instituant un Vice-président et vous demandent d'en faire autant, s'il ne soulève de votre part, aucune objection majeure.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Monsieur le Rapporteur.

Monsieur le Ministre d'Etat, je saisi l'occasion à mon tour pour vous féliciter de la confiance en vous renouvelée par le Président de la République. Je le fais également à l'endroit de votre collègue notre Ministre Faustin Diatta chargé des relations entre le Gouvernement et notre Institution, tous nos vœux de succès vous accompagnent !

Monsieur le Ministre d'Etat, je voudrais vous donner la parole pour des observations éventuelles sur le rapport.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

(Début intervention inaudible)...

Monsieur le rapporteur, je vous remercie pour la fidélité qui a été observée sur tout ce qui a été dit en commission et je voudrais aussi vous remercier pour les félicitations et les prières que vous nous avez adressés. Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Monsieur le Ministre d'Etat.

Mes chers collègues, avez-vous des observations à faire sur le rapport ?

Souhaitent intervenir nos collègues :

Oumar NDOYE ;

Doudou WADE ;

Bocar Sadikh KANE.

La liste est close.

Je donne la parole à notre collègue Oumar NDOYE.

MONSIEUR OUMAR NDOYE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Chers Collègues,

Je commencerais par remercier le collègue Amadou Diarra pour son rapport, il a dû travailler, énormément toute la nuit, parce que nous avons terminé tard hier soir, ce n'était pas facile. Toutes nos félicitations et encore bravo ! J'aurais pu ne pas prendre la parole et vous glisser les deux points que j'ai, mais, comme il faudrait que ce soit consigné donc, je suis obligé de venir en parler ici. Il est vrai que hier nous avons beaucoup travaillé, je crois que nous étions huit à prendre la parole, et il y a au moins quatre parmi nous qui ont parlé énormément de l'opportunité de ce projet de loi, et au niveau du texte, je constate qu'il y a un déséquilibre par rapport à cela, et qu'on aurait pu peut-être mettre un peu plus l'accent sur les inquiétudes ou sur les questions qui étaient posées par les collègues.

A la page 7, dernier paragraphe, « dans ses réponses aux questions sur les conditions de nomination, Monsieur le Ministre d'Etat a renvoyé vos Commissaires à l'article 28 qui fixe les conditions d'éligibilité. » Je crois que là, on peut ne pas faire l'économie d'un détail qui était l'âge de 35

ans, j'avais fait cet amendement-là, même si je l'ai retiré après. Donc, par rapport à cet article, je ne vais pas y revenir, parce qu'on en a beaucoup parlé hier avec le Ministre d'Etat et je crois qu'on aurait pu, au moins dans une parenthèse, dire qu'il s'agissait de cela, et pas de tout l'article 28. Dernière page, 9, 2^e paragraphe, vous dites, « enfin, vos Commissaires, après avoir adopté l'autre amendement », amendement effectivement relatif à la nomination et alors quand on dit « l'autre amendement » cela veut dire qu'il y en avait au moins deux. Et le premier amendement ? Je crois qu'il serait bien de rappeler le premier amendement qui concernait, si je ne me trompe, puisque c'est moi qui l'avait proposé, la durée, donc je crois qu'il faudrait parler tout simplement de ces deux amendements, mais pas seulement du deuxième. Je vous remercie et vous félicite encore, je suis désolé vraiment de faire cette remarque, parce que vous avez beaucoup travaillé. Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher Collègue.

La parole est à notre collègue Bocar Sadikh KANE.

MONSIEUR BOCAR SADIKH KANE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Mesdames et Messieurs les collaborateurs du Ministre d'Etat,

A l'instar de mon collègue Oumar Ndoye, je félicite le Rapporteur, mon collègue Amadou Diarra, et je sais dans quelles conditions ils ont travaillé jusque tard dans la nuit, pour nous produire ce rapport. Mais, à mon avis, je pense que pour ceux-là qui n'ont pas assisté à la Commission, de la page 1 à la page 6, il serait souhaitable quand même, pour une meilleure compréhension, que le texte soit un peu revu pour une plus grande maîtrise de ce qui est dans le texte.

Je prends par exemple le dernier paragraphe de la première page, « il est ensuite marqué de manière forte », question de syntaxe, il est souhaitable de dire : il est ensuite réaffirmé, etc. il y a beaucoup de

passages de ce genre qu'il faut revoir, de la page 1 à la page 6, pour que le texte soit vraiment beaucoup plus clair et plus accessible à ceux qui n'ont pas assisté à la réunion de la commission. Si on prend par exemple la page 7, 5^e paragraphe, il commence par dire : « il avouera qu'au début le Président est parti du fait que le Sénégal a 52 % de femmes, ce dont sont capables les femmes sénégalaises ». Là aussi, il y a des problèmes d'écriture qu'il faut revoir. J'ai pris beaucoup de notes dans ce sens, je pense que je vais me rapprocher de mon collègue Diarra pour affiner davantage le rapport pour qu'il soit beaucoup plus exploitable.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.
La parole est à notre collègue Doudou WADE.

MONSIEUR DOUDOU WADE

Monsieur le Président,
Je voudrais féliciter Monsieur le Rapporteur pour le travail qui a été fait, travail très pénible, compte tenu du contexte dans lequel nous sommes, pour aujourd'hui nous apporter un rapport qui quoi qu'on dise est bien fait et retrace l'ensemble des préoccupations qui ont été émises en Commission bien que pour certaines, il a jugé que ce n'était pas à mettre. Mais, je voudrais apporter une correction à la page 9 où il est dit pour ce que le Vice-président peut ne pas faire « ne peut pas procéder à une révision constitutionnelle et ne peut pas dissoudre le Parlement ». Je voudrais qu'on soit beaucoup plus concret, il ne s'agit pas du Parlement, l'article 87 de la Constitution parle seulement de la dissolution de l'Assemblée nationale. Il ne faudrait pas qu'on fasse comme nos politiciens du dimanche dans les radios qui parlent de dissolution du Parlement et si cela vient d'ici cela devient plus grave.
Merci.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur le Rapporteur, vous avez la parole.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Nous prenons acte pour certains amendements, pour le reste nous allons nous approcher de nos collègues afin de peaufiner davantage le rapport.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

Monsieur le Ministre d'Etat, vous avez la parole.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Je vous remercie de me donner la parole. Hier, j'avais dit que nous allions réserver notre réponse par rapport à un amendement qui avait été introduit. L'amendement concernait ce qui avait été dit dans l'avant dernier paragraphe de l'exposé des motifs. Si vous voyez le projet qui avait été déposé, il avait été dit clairement que ce poste pouvait être indifféremment occupé par une femme ou un homme. Vous avez jugé que c'était une précision de trop dans la mesure où toutes les fonctions du Sénégal peuvent être occupées soit par une femme soit par un homme. J'avais voulu réserver ma réponse parce que je sais que celui qui a eu l'initiative de ce projet est parti d'une réalité forte. Aujourd'hui, nous donnons notre réponse, nous sommes d'accord pour que l'amendement permette qu'on enlève de l'exposé des motifs cette précision.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Monsieur le Ministre d'Etat.

Madame Ndèye Fatou TOURE, vous avez demandé la parole ?

MADAME NDEYE FATOU TOURE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre chargé des Relations avec les Institutions,
Chers Collègues,

En vertu de l'article 55 de notre charte fondamentale, le Premier Ministre, après sa nomination, fait sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale. Cette déclaration est suivie d'un débat, qui peut à la demande du Premier Ministre, donner lieu à un vote de confiance. En cas de confiance, celle-ci est accordée à la majorité absolue des membres de l'Assemblée.

Monsieur le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, vous venez d'être reconduit à la tête du Ministère de la Justice, de ce point de vue vous faites partie d'un nouveau Gouvernement qui a été mis sur pied au Sénégal, dans notre pays, il y a environ quelques jours.

L'Assemblée nationale est en mesure et en droit de réclamer de votre chef de Gouvernement une déclaration de politique générale car les Sénégalais veulent savoir quelle est l'orientation actuelle de la politique de notre Gouvernement. Et c'est la raison pour laquelle les Sénégalais veulent savoir, en cette période de crise, en cette période charnière, où va leur mener le nouveau Gouvernement qui a été mis sur pied, à l'issue des consultations électorales du 22 mars. C'est fondamental pour la vie de la Nation.

C'est la raison pour laquelle, chers Collègues, j'estime en tant que membre de cette 11^e législature, que l'Assemblée nationale ne doit pas recevoir un nouveau Ministre de la République pour soutenir quelque projet que ce soit, sans que nous ne soyons édifiés sur l'orientation globale à tout point de vue, au plan économique, au plan social, au plan culturel de notre politique économique.

Et pour cette raison, en vertu des dispositions de l'article 74 de notre Règlement intérieur, alinéa 3, je sollicite, Monsieur le Président, chers Collègues, que, pour ce débat, il soit décidé qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le présent projet jusqu'à ce que le Premier Ministre qui est à la tête du Gouvernement de la République du Sénégal se présente devant notre Assemblée en tant que représentant du peuple sénégalais, élu directement au suffrage universel, en tant que représentant de la Nation, je sollicite qu'il vous plaise de dire qu'il n'y a pas lieu à délibérer

sur un projet quelconque du Gouvernement jusqu'à ce que le chef du Gouvernement se présente devant nous pour décliner de manière claire et nette les éléments, les termes et les grandes orientations de sa politique. Je vous demande donc de bien vouloir ajourner le débat et de dire qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, chère Collègue.

Je voudrais enregistrer la réaction du Président de la Commission. Monsieur le Président de la Commission, vous avez la parole.

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Chers Collègues,

Notre collègue a assisté pieusement hier à la tenue de la commission technique. Je pense qu'en application de la séparation des pouvoirs la vie parlementaire ne saurait s'arrêter du fait des changements intervenus au niveau du Gouvernement et en application de ces dispositions, Monsieur le Président, je pense comme nous avons eu à le faire dans le passé que la vie parlementaire doit continuer. Je voudrais donc que vous puissiez consulter l'Assemblée pour que nous puissions continuer les débats, je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Monsieur le Ministre d'Etat, je suis véritablement étonné, à la limite même sidéré de voir une femme experte entre guillemets en droit, venir devant cette auguste Assemblée charcuter une loi de la République. Je dis bien charcuter, elle vient de lire un article qui comporte trois alinéas devant l'Assemblée et le Sénégal qui nous écoutent, elle a lu les 2 premiers alinéas et s'est tue sur le troisième. Elle a dit « après sa

nomination le Premier Ministre fait sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée, cette déclaration est suivie d'un débat qui peut à la demande du Premier Ministre donner lieu à un vote de confiance. En cas de vote de confiance celle-ci est accordée à la majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale ».

Le troisième alinéa qui conclut l'article dit que : et cela elle a fait exprès de ne pas le dire aux Députés « la déclaration de politique générale doit intervenir au plus tard trois mois après l'entrée en fonction du Gouvernement », trois mois après et elle dit que cela vient de faire quelques jours. Chère professeur, aujourd'hui l'élève vous donne une leçon. Je peux vous prêter un calendrier pour que vous puissiez compter les jours. On n'a pas encore atteint les trois mois.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur le Ministre d'Etat, vous avez la parole.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Monsieur le Président,

Honorables Députés, je suis vraiment surpris, j'ai beaucoup de respect pour l'Honorable Député Ndéye Fatou TOURE, je l'ai côtoyé au barreau, je l'appelle même ma sœur mais, la démarche qui a été entreprise est incompréhensible, elle ne peut être fondée nullement en droit quand on se permet de convoquer notre texte fondamental et pour en tirer des conséquences, on devrait s'appuyer sur ce que dit notre texte fondamental, notre loi fondamentale, notre Constitution, pour le faire. Ce que vous êtes en train de demander, vous ne le trouverez nulle part dans nos lois, premièrement la Constitution du Sénégal, deuxièmement la loi organique, troisièmement dans nos lois ordinaires et enfin dans nos règlements, vous ne le trouverez nulle part.

Deuxièmement, là où je suis surpris : ma collègue était dans ce Sénégal, dans toute l'histoire politique du Sénégal, dans toute l'histoire politique du monde vous ne verrez nulle part où on considère que le Gouvernement n'a pas le droit de déposer des projets de lois tant que le Premier Ministre n'aura pas fait sa déclaration de politique générale. Je dis, cela ne se fait dans aucun pays du monde. Ce qu'on demande c'est, je crois, que le sérieux doit habiter tout un chacun de nous dans ce que

nous faisons. Je dis que ce qui est demandé est excessif et en tant que Gouvernement, je m'insurge contre cette façon de faire. Laissez-nous faire ce qui nous revient dans le cadre du respect de nos règlements. Vous ne nous dicterez jamais la conduite à tenir, quand la loi nous permet d'adopter des modalités dans des conditions précises, nous le ferons. Ce que vous dites n'est pas fondé en droit, n'est pas fondé en politique et vous ne pouvez pas emporter l'Assemblée dans cette voie. Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix la question préalable. Quels sont ceux qui sont pour l'arrêt des débats ?

S'il vous plaît Madame, soyez calme ! On vous permettra tout ce qui est possible. Madame si vous agissez ainsi, je ne vous donnerais pas la parole. Vous avez posé une question, vous attendez. Je mets au voix la question préalable.

Quels sont ceux qui sont pour l'arrêt des débats ?

Quels sont ceux qui sont contre l'arrêt des débats ?

Donc, nous poursuivons la discussion.

-3-

Discussion générale

La discussion générale est ouverte. Quels sont ceux qui veulent s'inscrire ? Madame, s'il vous plaît vraiment, nous sommes liés d'accord, restons sereins jusqu'au bout. Je vous remercie. Quels sont ceux qui veulent prendre la parole ?

Voici la liste des collègues inscrits :

Oumar NDOYE

Mamadou Lamine THIAM

Robert dit Khadim TABET

El Hadji Wack LY

Ndiawar TOURE

Ndèye Fatou TOURE

Mously DIAKHATE

Thiamba SECK
Mbaye NIANG
Ousmane BA
Samba Diouldé THIAM
Khadidiatou DIEDHIOU
Cheikh Mamadou Abiboulaye DIEYE
Ousmane Sow HUCHARD
Mouhamed DIEDHIOU
Ndèye GAYE
Mamour CISSE
Aminata SALL
Mamadou DIALLO
Aïssata COULIBALY
Oumar Khassimou DIA
Emilie DIATTA
Adama SOW
Abdou SANE
Mor Maty SARR
Aïssatou MBODJ
Fatou Youssof AÏDARA
Ndiawar WADE
Moussa DAFFE
Oumou SOW
Amadou Gallo NDIAYE
Moustapha dit Djamil DIOP
Amadou DIARRA
Tafsir THIOYE
El Hadji Malick GUEYE
Abdoulaye SENE
Aminata Laobé LO
Joseph NDONG.

La liste des orateurs est close.

La parole est à notre collègue Oumar NDOYE.

MONSIEUR OUMAR NDOYE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,
Chers Collègues,

Je voudrais encore vous féliciter, comme j'ai eu à le faire hier pour votre reconduction à ce poste de Ministre d'Etat, Garde des Sceaux. Monsieur le Ministre des Relations avec le Parlement, également nos félicitations et pour vous deux nos prières, toutes nos félicitations aussi à votre équipe et à tous vos collaborateurs.

Il y a exactement 24 h, je vous disais Monsieur le Ministre d'Etat, que je n'étais pas convaincu; il y a 24 heures, Monsieur le Ministre d'Etat, je vous demandais de nous expliquer l'opportunité de ce projet, si le Sénégal avait besoin d'un tel projet. Il y a 24 h, Monsieur le Ministre d'Etat, j'ai mis sur la table de sérieux doutes et avec brio, de manière magistrale, vous avez réussi à me convaincre. Je salue votre esprit d'ouverture. Combien y a-t-il de Ministres qui sont venus ici, dans nos Commissions et qui n'ont jamais voulu changer ne serait ce qu'une virgule de leur texte ? Et je crois, Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, que cela mérite d'être porté à la connaissance du Président de la République, car d'énormes efforts sont faits par le Ministre d'Etat qui, à chaque fois qu'il passe en Commission, écoute les députés et prend en compte tout ce que nous disons.

J'avais présenté quatre amendements, les trois ont été pris en compte, je vous en remercie.

Vous êtes tellement convaincant que je me demande même s'il ne faudrait pas, parallèlement à vos fonctions de Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, que le Président de la République vous nomme son porte parole. Il est vrai que, aujourd'hui, je vais vous demander, Monsieur le Ministre d'Etat, parce que vous m'avez convaincu hier, de convaincre le peuple sénégalais et de parler de l'opportunité de ce projet de loi.

Lorsque nous voyons et constatons que le Vice-président n'est pas garant des institutions, de l'indépendance, de l'intégrité du territoire, qu'il ne détermine pas la politique de la Nation, qu'il ne préside pas le Conseil des Ministres, qu'il n'accrédite pas les Ambassadeurs, qu'il n'adresse pas des messages à la Nation, qu'il ne nomme pas le Premier Ministre,

qu'il ne peut pas mettre fin aux fonctions du Premier Ministre, je suis toujours dans la négation; puisqu'on sait qu'il ne soumet pas de projet de loi constitutionnelle, qu'il ne peut pas procéder à une révision constitutionnelle, qu'il ne dispose pas de pouvoirs exceptionnels, qu'il ne peut pas dissoudre l'Assemblée nationale, qu'il ne promulgue pas les lois, qu'il ne nomme pas les membres de la Cour Suprême, on se demande qu'est-ce qu'il fait, ou qu'est-ce qu'il va faire ? Donc, Monsieur le Ministre d'Etat, il serait bien aujourd'hui, que vous vous adressiez à la Nation, que vous puissiez dire au peuple quelle sera la feuille de route de ce Vice-président ? Est-ce qu'il y a déjà un texte concernant les missions, les fonctions et le rôle de ce Vice-président.

Qu'est-ce qu'il va faire quand il sera nommé ? J'aimerais, Monsieur le Ministre d'Etat, comme vous êtes très convaincant que vous disiez au peuple sénégalais à quoi va servir ce Vice-président, vous l'avez fait hier et très bien. Est-ce que le Sénégal a besoin aujourd'hui de ce Vice-Président ? Est-ce une nécessité de développement économique ? Est-ce une nécessité par rapport au renforcement du tissu ou du lien social ou est-ce une nécessité politique ? Donc, Monsieur le Ministre d'Etat, j'aimerais aujourd'hui vous donner l'occasion de parler au peuple et de lui dire pourquoi le Président a raison de vouloir créer ce poste de Vice-Président.

Je vous remercie et encore toutes mes félicitations par rapport à hier.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.

La parole est à notre collègue Mamadou Lamine THIAM. Il renonce.

Je donne la parole à notre collègue Robert dit Khadim TABET.

MONSIEUR ROBERT DIT KHADIM TABET

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Mesdames, Messieurs les Collaborateurs des Ministres,

Chers Collègues,

Le Président de la République, chef de l'Etat c'est lui seul, je dis bien lui seul, qui définit les contours des grandes orientations politiques. Il est

mieux censé que quiconque sentir les convulsions et les pulsions de la Nation. Donc, il est mieux placé que n'importe qui pour réorienter et redresser, en vue d'une meilleure performance. Le projet de loi constitutionnelle n° 14/2009 instituant un Vice-Président que nous allons tantôt adopter enrichit notre arsenal institutionnel dans un pays où la vitalité de la démocratie n'est plus à démontrer. Cette réforme n'est pas de trop au Sénégal, pays considéré comme le laboratoire de la démocratie en Afrique et ailleurs. Nous ne pouvons que nous féliciter de cette initiative qui booste notre système démocratique d'autant qu'il n'y a aucune subtilité ou petit calcul à travers l'exposé des motifs. Il est clairement dit que le mandat du Vice-Président dépend de la durée de celui du Chef de l'Etat qui l'a nommé.

Je remercie au passage le Chef de l'Etat pour sa clairvoyance à rendre toujours plus performant notre modèle de démocratie...**(Suite de l'intervention en Wolof) ...**

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.

Nous sommes vraiment soumis à des contraintes de temps. Cinq minutes c'est le maximum, si nos collègues peuvent nous aider en abrégeant leurs interventions, ce serait mieux.

La parole est à notre collègue El Hadji Wack LY.

MONSIEUR EL HADJI WACK LY

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Monsieur le Ministre,
Mes chers Collègues,

J'ai depuis le 3 avril 2009 essayé de réfléchir sur le projet de loi constitutionnelle n° 14/2009 instituant un Vice-Président. J'avoue que 42 jours n'ont pas suffi pour me convaincre de la pertinence d'instituer une telle autorité dans l'architecture de nos institutions. Peut-être que je me trompe, quand je reconnais n'être pas assez outillé pour bien mesurer ces avantages en l'état actuel de la vie de notre pays et de notre démocratie. Cependant, cette limite ne peut m'empêcher d'extérioriser

les résultats de ma consultation. En effet, notre régime me semble-t-il, Monsieur le Ministre d'Etat, sera le seul au monde et particulièrement dans les démocraties avancées où cohabiteront une primature et une vice-présidence, ce que l'exception sénégalaise qui tend inexorablement vers une exception prosaïque ne paraît justifier.

Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Président,
Chers Collègues,

L'impression qui m'habite avec le rythme des modifications de notre loi fondamentale depuis 2001 est que, nous avons fini de l'exterminer. L'intention déclarée et ou les arguments de la promotion de la femme ne suffisent à eux seuls pour justifier la création d'un tel poste, ni encourager son vote. C'est pourquoi, j'ai pensé que pour atténuer le caractère politicien d'une telle initiative, il serait souhaitable d'aménager l'article 38 qui va ôter au Vice-Président la faculté d'exercer des fonctions dans un parti politique. La crainte de bons nombres d'observateurs est que la dame de 2009 ne devienne dans un avenir proche un jeune garçon, d'autant plus que certains pensent qu'un Sada NDIAYE peut en cacher un autre.

Ils veulent dire par là qu'aucune garantie n'est de mise et à ce propos, je rejoins le Président WADE qui disait en 87 que « la seule garantie en politique c'est la morale politique et malheureusement, elle ne se codifie pas ».

Monsieur le Président,
Mes chers Collègues,

Dans le champ de ma réflexion, j'ai pensé au prestigieux poste de Ministre d'Etat en lieu et place de la Vice-présidence, j'avais oublié qu'on en a une dizaine, et je me suis interrogé : n'y aura-t-il pas un deuxième Vice-président ?

Mesdames, Messieurs, une seule crainte m'habitera au moment de sanctionner ce projet : la peur de ne pas être compris par certaines femmes. Je leur dit que : je suis pour la promotion de la femme. Je suis pour le renforcement de leur présence dans le tissu institutionnel de notre pays, s'il est vrai qu'une vice-présidence peut faire honneur à une

femme, il reste qu'elle ne peut justifier de charcuter encore une fois notre Constitution, alors qu'en fait des solutions existent.

En quoi cela gênerait sur la dizaine de Ministres d'Etat que les 5 soient des femmes? Que, sur les 100 Directeurs généraux et PCA, les 50 soient des femmes ? Loin de vouloir égratigner qui que ce soit, je veux expliquer que la promotion de la femme n'est pas une simple opération arithmétique, elle ne se mesure même pas à l'occupation d'une station étatique, sinon que dirions-nous du Libéria ? La promotion de la femme ne se décrète pas, la promotion de la femme est un processus et nous y sommes. On peut filer vite, mais respectons les feux-rouges !

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre-d'Etat,
Mes chers Collègues,

J'ai horreur des modifications de notre Constitution et je dirais, pour paraphraser Maître WADE en 87, « que si les fraudes massives constituaient un défi démocratique à relever », force est de constater aujourd'hui que les modifications de la Constitution soient un autre défi démocratique à relever et il ajoutait en s'inquiétant « Notre démocratie va-t-elle être réhabilitée et se maintenir ou par contre le système va bifurquer vers l'autoritarisme ou l'inconnu? »

A mon tour de m'interroger, Monsieur le Président, l'inconnu n'est-il pas dynastique, Monsieur le Ministre-d'Etat ?

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre-d'Etat,
Mes chers Collègues,

Ma conviction est que, ce serait une erreur de vouloir dissocier les résultats insuffisants de notre coalition le 22 mars 2009 de deux choses : les modifications multiples, successives et politiciennes de notre Constitution...

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue. Votre temps de parole est épuisé.

La parole est à notre collègue Ndiawar TOURE.

MONSIEUR NDIAWAR TOURE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Chers Collègues,

Le projet de loi instituant un Vice-président, qui est soumis à notre appréciation est d'une grande portée politique et historique. Il est vrai que chacun a son idée et son point de vue sur la question et je voudrais exprimer le mien, n'ayant pas eu la chance de le faire à l'occasion des travaux de la Commission.

Chers collègues, s'il est arrivé dans le passé à des concitoyens de douter du bien fondé de certaines initiatives du Président de la République, pour revenir plus tard saluer leur pertinence, c'est parce que Maître Wade avait à chaque fois raison longtemps avant eux, c'est ce qui va arriver avec ce projet de loi, instituant un poste de Vice-Président, dans l'architecture institutionnelle du Sénégal. La minorité qui ne comprend pas aujourd'hui, comprendra demain et applaudira avec un retard certes, mais applaudira quand même. Depuis l'annonce de ce projet, jusqu'à aujourd'hui, nous assistons à des sorties pour prendre à contre-pied ce projet de loi, seulement, on ne peut pas ne pas noter une certaine incohérence dans la démarche des opposants, ils ont l'habitude de dire que Maître Wade, veut tout faire, tout seul, et la réalité pourtant atteste sans conteste que depuis l'avènement du changement du 19 mars 2000, il fait du partage des responsabilités, des ressources et du pouvoir, sa ligne d'action. La nomination d'un Vice-président à qui il va déléguer certains attributs s'inscrit dans cette logique. Maître Wade cherche toujours à responsabiliser le plus grand nombre de compétences pour mieux accélérer la marche de notre pays qu'il a réussi incontestablement à ancrer sur la voie du progrès.

Chers Collègues,
Monsieur le Ministre,

Si Maître Wade éliminait certaines institutions occupées par des Sénégalais chargés de mettre en œuvre sa politique, on lui reprocherait de vouloir concentrer tous les pouvoirs entre ses mains. Il choisit de partager, toujours partager, encore partager, et l'opposition lui demande d'arrêter de partager, voilà ce qui se passe. Il a besoin encore de plus de bras pour construire ce pays qu'il a récupéré dans un état de ruines, mais les conservateurs éternellement réfractaires à l'évolution auront toujours du mal à le comprendre et à le suivre. Les partis d'oppositions sont bizarrement contre tout ce que fait le régime issu de l'alternance, et font de la critique facile et de la surenchère de serments politiques leur seul et unique programme. Ils parlent comme si la contribution des nombreuses compétences que compte le Sénégal, dans tous les domaines, était un sujet mineur sur lequel il ne faudrait pas se pencher. Ils pensent que c'est par le discours axé sur la promotion de la misère pour tous qu'ils pourront capter des votes.

Chers Collègues, nous pensons que par cette initiative, le Président de la République ne fait que confier des rôles à une Sénégalaise ou à un Sénégalais, il ne s'agit que de cela. Et, parce que les chantiers deviennent de plus en plus importants, il a besoin d'impliquer d'autres fils du pays dans la tâche. Monsieur le Ministre, c'est plus rassurant que la politique de désengagement de l'Etat, synonyme de démission pratiquée hier par les opposants d'aujourd'hui. Son engagement en faveur de la prospérité du Sénégal, chers Collègues, est définitif et cela passe nécessairement et forcément par la mise en place de réformes innovantes et courageuses, il n'a donc aucune raison de faire demi-tour, c'est sur ce, chers collègues, que je vous invite à voter cette loi qui nous convoque ici et à continuer d'apporter notre soutien aux initiatives du Président Abdoulaye WADE qui n'a qu'une seule et unique ambition : œuvrer le plus correctement et le plus efficacement possible pour un Sénégal meilleur.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

La parole est à notre collègue Ndèye Fatou TOURE.

MADAME NDEYE FATOU TOURE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Dans une Assemblée où l'on révoque et dans un pays qui s'appelle le Sénégal où l'on révoque et l'on expulse manu-militari, sans daigner sortir ou notifier le document d'expulsion d'un député, d'un représentant du peuple élu démocratiquement, je ne m'hasarderais jamais, Monsieur le Président à demander la parole sans y avoir droit en vertu du Règlement intérieur. C'est la raison pour laquelle, j'avais estimé de manière élégante et élégance républicaine et démocratie obligeant, devoir dire à mon collègue Diarra qu'il a lu délibérément le 3^e alinéa de l'article 97 du règlement intérieur rajoutant un 3^e alinéa en fait à l'article 55 de notre charte fondamentale, l'article 55 ne comporte que 2 et n'enferme pas dans des limites de délai. Mais, à la suite de consultations électorales importantes intervenues le 22, qui a occasionné et a conduit au changement de Gouvernement, il est légitime pour une Assemblée, je dis bien légitime et normal en vertu de l'article 55 de la Constitution de demander au Premier Ministre de venir faire sa déclaration de politique générale, pour que la Nation puisse savoir où va ce Gouvernement. De ce point de vue et juridiquement, je suis en droit de le demander.

Ceci étant dit, le projet aujourd'hui, de manière sinueuse, dans une démarche tortueuse, hésitante qu'on nous a présenté sous 4 moutures, c'est la 4^e mouture que nous examinons présentement en première lecture en tant qu'Assemblée, puisqu'il y a le Sénat et qu'il ne sera définitivement adopté que par le Parlement réuni en congrès...
(Passage en Wolof)...

Depuis que je suis député, 2 ans que nous avons ouvert cette assemblée législative, on a changé plus de 10 fois notre Constitution et que le Sénégal n'est pas d'accord là-dessus ...**(Passage en Wolof)...**

Le Président a besoin qu'on l'assiste, c'était le maître mot, le Président a besoin d'assistance, le Président a un Secrétariat général à la présidence, le Président de la République a des Ministres d'Etat rattachés à la présidence, il a un Premier Ministre, plus de 30 Ministres et il n'est pas assisté, il ne peut pas aller vers le peuple, il veut être proche des populations...**(Passage en Wolof)...**

Le Sénégal a besoin aujourd'hui d'un Président de la République élu démocratiquement, à la suite d'élections transparentes, puisqu'il veut être assisté par un Vice-Président pour être plus proche des populations, étant entendu que c'est l'explication que j'attendais hier et je l'ai eue, Monsieur le Ministre d'Etat, aussi bien de vous, que des collègues qui soutiennent le projet. En fait, l'essence de ce projet, la motivation c'est d'avoir une personne qui va se rapprocher des populations pour assister le Président, donc le Président n'en peut plus. C'est un aveu et je ne lui en veux pas, nous ne lui en voulons pas. Nous le respectons, il a dirigé ce pays depuis des années. Il a fait ce qu'il a pu, nous l'en remercions, il a un certain âge, c'est normal, c'est légitime qu'avec toutes les étapes qu'il a eu à franchir, il puisse maintenant ne plus se rapprocher des populations.

Mais de grâce, avec la crise économique, avec la crise financière, avec les priorités du pays nous sommes à la veille de l'hivernage. Les paysans aujourd'hui attendent d'avoir des engrais, des semences, attendent même de voir leurs semences stockées, achetées par le Gouvernement pour être redistribuées. Les inondations se pointent à l'horizon, nous sommes dans une zone où le changement climatique sévit.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, chère Collègue.

Je demande, encore une fois, à nos collègues vraiment d'être un peu plus concis parce qu'on est enfermé dans des contraintes horaires.

La parole est à notre collègue Mously DIAKHATE.

MADAME MOUSLY DIAKHATE

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Madame, Messieurs les collaborateurs du Ministre,

Honorables Députés,

(Début Intervention en wolof)...

Monsieur le Ministre d'Etat, 3^e article, le Président de la République peut déléguer par décret certains pouvoirs au Vice-Président, au Premier Ministre, ou aux autres membres du Gouvernement comme il a plus de 40 ministres il...(Passage en wolof)...

Monsieur le Président pour conclure, au lendemain des élections locales et à quelques semaines de l'hivernage, devant le malaise économique, universitaire et scolaire, de la santé, des transports et tant d'autres, Monsieur le Président, l'Assemblée nationale se voit invitée à débattre sur des questions déterminées, dans les termes ci-dessous : Institution d'une Vice-présidence. C'est Monsieur le Président, nous exposer, nous Députés à une perte de considération de la part de nos mandants.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, chère Collègue.

La parole est à notre collègue Thiamba SECK.

MONSIEUR THIAMBA SECK

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Mesdames, Messieurs les collaborateurs des Ministres,

Chers Collègues,

Je ne comprends pas ce débat sur la Vice-présidence, tout est politique certes, mais quand même nous devons un certain respect à notre auguste Assemblée. Comme disait l'ancien Président de l'Assemblée nationale française « c'est là où bat le cœur de la République ». Monsieur le Président, sans état d'âme, je voterai ce projet de loi par rapport à deux vocables, je crois que le collègue Ndiawar s'est appesanti là-dessus : le partage, qui parle de partage, parle forcément de générosité et, vous en conviendrez avec moi, ce sont là des valeurs morales fortes qui ont toujours été considérées comme les canaux de la morale africaine. A travers ce projet de loi, c'est toute une panoplie de conjectures, ce qui arrivera demain : oui, on fait cela parce que ceci, parce que cela, dévolution du pouvoir. A ce que je sache, nous ne sommes pas des prophètes, ni des devins, encore moins des maîtres de la perspective pour savoir ce qui arrivera demain. Franchement, je ne

comprends pas et c'est la raison pour laquelle je l'ai dit, je voterai ce projet de loi.

Et par rapport à cela, pour moi qui ait grandi sous les harnais du bolchévisme militant, je ne serais pas impressionné par un terrorisme verbal, je ne serais pas aussi impressionné par un verbalisme gauchissant, je ne serais pas impressionné par une rhétorique aride et enfin je ne serais pas impressionné par un juridisme creux enrobé dans une phraséologie creuse.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Mbaye NIANG.

MONSIEUR MBAYE NIANG

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

(Intervention en Wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.

La parole est à notre collègue Ousmane BA.

MONSIEUR OUSMANE BA

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

A l'instar de mes Collègues, je vous félicite pour la confiance que vous a renouvelée Monsieur le Président de la République.

J'associe à ces félicitations votre Directeur de Cabinet qui est un camarade de promotion, un de nos aînés que nous respectons beaucoup.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Mes chers Collègues,

Nous venons de sortir des élections locales de 2009 avec les résultats que l'on sait, notre coalition s'en est sortie avec des résultats mitigés.

Lors de son adresse à la Nation, j'attendais du Président de la République qu'il prenne des initiatives fortes, des actes majeurs qui nous réconcilient avec le peuple sénégalais et en fin de compte, Monsieur le Président de la République, nous propose l'instauration d'un poste de Vice –président, son opportunité, sa viabilité et son utilité ont été débattus par tous les observateurs politiques du pays.

Moi, j'attendais du Président de la République, lors de son discours du 3 avril, qu'il prenne des mesures hardies qui puissent réconcilier avec le peuple sénégalais. Ces mesures, je ne suis pas, je ne peux pas les décliner tout de suite, mais j'attendais quand même qu'il diminue la taille du Gouvernement, qu'il nous parle du destin réservé au Sénat et toutes choses qui puissent davantage nous réconcilier avec le peuple sénégalais.

Aujourd'hui avec l'installation du poste de Vice-président, tout à l'heure, le docteur NDOYE m'a marché sur la langue, on a été convaincu de son opportunité pour l'assistance et le travail qu'il fait pour le Président de la République. Mais, à l'exposé du rapport, on sait que pratiquement il n'a aucun pouvoir, et on se demande qu'est-ce qu'il va faire ? Il a, à peu près les mêmes droits, et les mêmes pouvoirs qu'un Ministre d'Etat.

J'aurai voulu que le Poste de Vice-président, s'il est instauré au Sénégal tire ses droits et ses prérogatives de la Constitution, que l'on puisse voter un ticket pour 2012, que le Président de la République de 2012 se présente avec un Vice-président à un ticket présidentiel et qu'il tire ses prérogatives d'une loi constitutionnelle au lieu d'être à la merci du Président de la République. Le Président peut le destituer à tout moment comme il destitue un Ministre à tout moment, il peut destituer le Premier Ministre à tout moment, et c'est la même chose qu'un Ministre et ce sont les mêmes prérogatives que celles d'un Ministre.

J'aimerais bien que le poste de Vice-président soit instauré au Sénégal avec des dispositions constitutionnelles qui lui garantissent sa pérennité

et son action au lieu d'être à la merci du Président de la République, c'est le Premier point de mes préoccupations.

Le deuxième point c'est vraiment son utilité, je vais vous rassurer quand même mes chers Collègues, je vais voter ce projet de loi, mais je demande qu'on approfondisse la réflexion sur l'opportunité de ce poste et donne quand même au poste de Vice-président, des garanties constitutionnelles capables de lui permettre d'assister davantage et judicieusement le Président de la République comme l'ont suggéré beaucoup d'observateurs. Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

La parole est à notre collègue Samba Diouldé THIAM.

MONSIEUR SAMBA DIOULDE THIAM

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Le projet de loi constitutionnelle instituant un poste de Vice-président de la République nous a été distribué en salle dans la mouture sur laquelle nous sommes en train de travailler. Il y a là, me semble-t-il, des méthodes qui n'honorent pas notre Assemblée et indiquent dans quelles conditions on nous fait travailler.

Monsieur le Président,

Le projet en examen partait de trois considérations initiales :

Premièrement : assister le Président de la République fatigué et débordé dans sa tâche.

Deuxièmement : renforcer le pouvoir des femmes dans les institutions.

Troisièmement : imiter des pays africains où le poste existe.

Sur l'assistance au Président

La présidence de la République, au lieu d'être seulement et depuis les origines, une instance d'orientation, d'impulsion, de coordination, de contrôle et de réorientation, est un lieu de gestion des affaires courantes du pays, de l'essentiel à l'accessoire.

La Présence d'un Vice-président n'y changera rien. Le pays n'y gagnera pas en efficacité, en meilleure gouvernance et en économie de ressources.

La préséance sur les présidents des assemblées du Parlement est attentatoire à l'article 6 de la Constitution qui détermine la hiérarchie des institutions. Ce qui est bien la preuve évidente que les Présidents des deux chambres de notre Parlement, n'inspirent pas confiance au Président de la République.

Le nœud gordien du problème réside dans la voracité et la taille de la Présidence de la République dont il faut reconsidérer le métabolisme. Pour commencer, il faut dégraisser le mammoth, le purger de son mauvais cholestérol pour soulager notre Président, protéger la totalité de nos institutions et assurer leur efficience et leur bonne marche harmonieuse.

La Présidence doit se consacrer uniquement à sa vocation de pilotage stratégique du pays et tout Président, parce que dissocié du détail et du futile, se fatiguera moins et se consacrera au présent réel du pays tout en le préparant à bien entrer dans le futur. L'envergure historique et la véritable utilité pour son peuple à ce niveau de responsabilités sont à ce prix.

Quelles menaces gravissimes pèsent sur le Sénégal et les Sénégalais ou le calendrier présidentiel pour que l'Exécutif s'enrichisse d'un poste de Vice-Président, sorte de sésame pour secouer le cocotier présidentiel ?

Le texte en examen est en rupture systémique avec les 50 ans de la vie de la République. La brutalité et la célérité de l'initiative attestent qu'elle est palliative. La prudence devait être de mise. Pour conférer dignité, distinction, solennité et adhésion populaire à l'immense cesure constitutionnelle béante que constitue le poste de Vice-Président, un référendum s'impose.

Le Président de la République ni en 2000, ni en 2007 n'a fait promesse aux Sénégalais de créer ce poste à l'occasion des élections. N'est-ce pas tard, suspect et inélégant pour le moins ? Sans être devin, on peut affirmer avec certitude que cette innovation sera éphémère et ne fera pas florès.

Sur le renforcement du pouvoir des femmes dans nos institutions

Cette orientation est dangereuse pour les institutions et les administrations publiques qui sont par essence asexuées donc sans genre.

Il y a là une manipulation constante de l'émotion féministe et dans le cas présent, elle couvre une opération similaire au fameux article 35 de l'époque senghorienne, pour transmettre le pouvoir sans élections à un non élu.

Sur l'exemple des pays africains

Le Président sud africain est élu par le Parlement qui peut le destituer. Le Vice-Président, homme ou femme, est choisi par le Président obligatoirement parmi les membres du Parlement. Il est membre du Cabinet constitué de parlementaires a deux exceptions au maximum.

Le Vice-Président et les Ministres du Cabinet sont responsables devant le Président et le Parlement.

Il n'y a pas de poste de Premier Ministre en Afrique du Sud.

Au terme de ce qui précède je vote contre le projet de loi.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.

La parole est à notre collègue Khadidiatou DIEDHIOU.

MADAME KHADIDIATOU DIEDHIOU

Je vous remercie Monsieur le Président.

Monsieur le Président, avant de donner mon point de vue par rapport à ce projet de loi, je voudrais féliciter Monsieur le Rapporteur pour la qualité de son rapport.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux Ministre de la Justice,

Monsieur le Ministre chargé des Relations avec les Institutions,

Honorables Députés,

Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Ministre d'Etat, je voudrais à travers ce projet de loi saluer la volonté constante du Président de la République, d'améliorer le fonctionnement des institutions de la République.

Monsieur le Ministre d'Etat, je suis à l'aise vis-à-vis de ce projet de loi. Je suis à l'aise pour le soutenir parce que le sens que je donne à ce projet de loi c'est ce qui est dit d'ailleurs dans le rapport. Le Sénégal est un pays où beaucoup de choses sont à créer. Le Sénégal est un pays où il y a énormément de choses à construire ; par conséquent, la création de

la vice-présidence pour la République du Sénégal, pour partager avec le Président de la République les tâches pratiques, je trouve cela très pertinent.

Monsieur le Ministre d'Etat, je ne pense pas, je ne suis pas des personnes qui pensent que l'instauration de la vice-présidence pourrait être un aveu d'impuissance de la part du Président de la République. Je voudrais tout simplement rappeler qu'en février 2007 nous venions de l'élection présidentielle, beaucoup de candidats se sont présentés avec des programmes et la majorité des Sénégalais avaient choisi le Président Abdoulaye WADE pour en faire le Président de la République. Je voudrais aussi rappeler que nous avons compété, le Président WADE ou le parti du Président a compété avec d'autres partis pour des élections législatives où le PDS ou la coalition a remporté ces élections pour gérer les destinées du peuple sénégalais. Aussi, sortons-nous des élections municipales et les résultats sont là. Nous avons respecté les résultats de ces élections municipales et il faudra que l'opposition accepte de respecter les résultats aussi bien des élections présidentielles que des élections législatives parce que le peuple a choisi le Président WADE pour présider aux destinées du Sénégal. Le Président a cette liberté.

Nous vivons ensemble effectivement le coût de la vie ; l'inflation est une réalité, mais de plus en plus de défis sont en train d'être relevés parce que tout simplement des hommes et des femmes sont responsabilisés aux places qu'il faut pour relever ces défis. Alors, je ne vois pas, quels que soient les problèmes, ce qui peut freiner l'esprit d'initiative et je trouve excellente cette initiative. Je voudrais aussi dire que nulle part dans le projet de loi qui nous est soumis il est dit que le poste de Vice-président sera occupé par une femme, rien que par une femme. Non cela n'a pas été dit, par conséquent cher frère Wack Ly, si le Président nous met une femme j'en serais très heureuse et je voudrais faire un clin d'œil à Monsieur le Président de la République pour souhaiter que ce poste de Vice-président soit confié à une femme. Les femmes le méritent, cela ne peut être que rendre à César ce qui appartient à César, cher frère.

Je voudrais aussi dire je n'ai pas horreur qu'on touche à la Constitution. La Constitution n'est pas une œuvre divine, ce sont les hommes qui ont créé cette Constitution pour établir les règles de conduite dans la société

et par conséquent si on sent que cette loi est dépassée par rapport aux réalités actuelles, je ne vois pas pourquoi on ne la toucherait pas, je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie chère collègue.

La parole est à notre collègue Cheikh Mamadou Abiboulaye DIEYE.

MONSIEUR CHEIKH MAMADOU ABIBOULAYE DIEYE

Monsieur le Président,
Monsieur Le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Honorables Députés,

(Début Intervention en Wolof) ...

Alors ? il faut consolider l'espoir dans un océan de besoins qu'il faut nécessairement résoudre et résoudre en priorité. Dans ce cadre précis quel doit être le leitmotiv d'un Gouvernement qui a pour vocation essentiellement de trouver des conditions de vie meilleures pour ses populations et de les aider à secouer la tyrannie de leur quotidien par rapport aux besoins ressentis ? C'est cela la question de fond, la question essentielle d'une représentation nationale, de la politique d'un Gouvernement, de la société en général n'a de sens que si chacun d'entre nous du matin au soir s'active autour de la recherche de moyens et de moyens de subsistance pour nous permettre d'assurer notre quotidien. Parce que...**(Passage en Wolof)...**

On a eu à poser des actes et les Sénégalais ont répondu autrement. Que ce soit d'un côté ou de l'autre ce n'est pas important, l'essentiel c'est qu'ils ont répondu autrement. Est-ce que nous avons retenu la bonne leçon ? Est-ce que notre réaction, aujourd'hui, les conforte ou point qu'ils soient en mesure de dire effectivement que leurs élus, que le Président de la République sont dans la dynamique de les entendre ?

Je n'ai pas ce sentiment-là, j'ai beaucoup plus l'impression que...**(Passage en Wolof)...**, la logique première qui a été sanctionnée de quelque bord qu'on se situe parce que...**(Passage en Wolof)...** c'est essentiel, et quelqu'un l'a dit ici. C'est la raison pour laquelle, revenant toujours sur nos priorités, revenant...**(Passage en Wolof)...** action par

rapport à ce que nous devons et le contrat qui nous lie aux Sénégalais, je pense qu'on peut relever et voir dans nos priorités, voir tous les artifices, tous les modes d'organisations possibles. Nulle part, il ne sera inscrit que la ou le Vice-président est quelque chose d'efficace et d'intéressant pour notre pays et c'est là toute la question.
Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Ousmane Sow HUCHARD.

MONSIEUR OUSMANE SOW HUCHARD

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Chers Collègues,

Je me permets encore une fois, au sein de cet hémicycle d'interpeller la mémoire d'un homme politique sénégalais aujourd'hui disparu, malheureusement. Cet homme politique, disait ceci : « Dans l'histoire d'un pays, il existe toujours en effet, une heure grave entre toutes qui fait se dresser, d'un même élan irrésistible et enthousiaste, tous les fils d'un peuple, parce que la vague de honte qui monte, parce que la terre des aïeux est en danger et cette vague de honte qui monte risque d'éclabousser à jamais les générations vivantes passées et à venir ».

Chers collègues, chers amis, cette heure grave, elle est là, aujourd'hui, elle est là, nous la vivons. Il n'appartient qu'à nous d'y faire face en toute liberté, en toute bonne conscience. Allons-nous accepter encore une fois, un tripatouillage de notre Constitution par celui que le peuple tout entier avait investi de la noble mission de la garder, de la défendre afin de garantir notre commune volonté de vie commune ? Là est la question. Nous les écologistes, qui restons farouchement attachés pour l'heure, à la construction d'une nouvelle citoyenneté plus responsable, plus critique, plus consciente, donc plus active, comme force de transformation sociale, nous dirons encore non à cet autre tripatouillage de notre droit fondamental, car rien ne le justifie. C'est au suffrage universel que le peuple sénégalais avait élu maître Abdoulaye WADE à

la présidence de la République. Aujourd'hui, puisqu'il souhaite se faire assister d'un Vice-président, nous l'interpellons, c'est au suffrage universel qu'il aurait dû le solliciter du peuple souverain. S'il ne le fait pas, et tout semble être le cas aujourd'hui, parce que bientôt le rouleau compresseur va se mettre en marche, il condamne le futur Vice-président à être une espèce d'éventail entre ses mains pour se faire du vent. Puisqu'il va échapper ce Vice-président au suffrage universel, il n'aura donc pas la légitimité populaire que seul ce mode d'élection peut accorder.

Les populations sénégalaises savent et sauront toujours reconnaître leur Président. Nous le voyons quand le Président élu au suffrage universel va lui-même vers les populations comment les masses manifestent leur choix. On se souvient de mars 2000, ce raz-de-marée bleu qui a emporté tout le monde sur son passage, c'est aujourd'hui loin de nous malheureusement. Les populations sénégalaises savent et sauront toujours reconnaître le Président qu'elles ont élu par le suffrage universel. Que le Président Abdoulaye WADE, s'il le souhaite, il en a le droit, convoque donc des élections présidentielles anticipées et soumette un ticket présidentiel aux populations, mais c'est maintenant, ici en lieu et place de ce projet de loi. Quant à nous, nous avons quelques conseils à donner au futur Vice-président : brasse donc du vent, beaucoup de vent sans faire tomber un seul dossier, ne regarde surtout pas trop souvent dans la direction du fauteuil présidentiel !

Je n'ai jamais voté une seule modification de notre Constitution depuis que je suis député et je ne voterai donc pas ce nouveau tripatouillage de notre loi fondamentale car c'en est une de trop.

Merci.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.

La parole est à notre collègue MouhamedTété DIEDHIOU.

MONSIEUR MOUHAMED DIEDHIOU

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Monsieur le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Monsieur le Ministre chargé des Relations avec les Institutions,
Permettez-moi tout d'abord de féliciter Monsieur le Ministre d'Etat pour sa reconduction dans le Gouvernement et Monsieur le Ministre chargé des Relations pour sa nomination dans ce nouveau Gouvernement.

Ce projet de loi que nous examinons cet après-midi, projet de loi 14-2009 instituant un poste de Vice-président est certainement un projet de loi, l'un des projets de loi qui vont être les plus contestés au sein de notre Institution parce que tout simplement la vie nationale est marquée aujourd'hui par une situation économique catastrophique, avec comme corollaire un coût toujours plus élevé des denrées de première nécessité, avec un panier de la ménagère qui est complètement dégarni, une dette intérieure importante loin d'être résorbée, une crise sociale matérialisée par un malaise dans le milieu scolaire, comme nous le savons tous.

Depuis le début de l'année scolaire, nous avons enregistrées des secousses dans le milieu de l'Education. Et, les syndicats qui sont en train de se débattre dans tous les sens n'ont toujours pas, malgré leurs démarches multiples, trouvé d'issues à toutes ces revendications posées au niveau de leurs patrons. Et c'est un peu difficile de le dire, on ne sait pas trop bien vers où nous allons parce qu'il y a une menace qui pèse sur cette année scolaire.

Les hôpitaux croulent également sous le poids de leurs dettes si bien qu'il est devenu difficile, aujourd'hui, au Sénégal de se soigner ; une situation également dans le monde rural qui est assez difficile, parce que vous savez que la campagne 2008 a été un échec total, il n'y a pas eu de commercialisation de l'arachide, ce qui est une première et c'est extrêmement grave parce que nous avons quand même 70 à 80 % de la population qui a été laissée en rade.

Le paysan qui ne vend pas sa production, c'est quand même une catastrophe parce qu'il ne compte que sur son produit. S'il ne le vend pas, il n'a pas de revenus.

Pour la campagne 2009, la saison hivernale s'est installée. Nous avons enregistré déjà les premières pluies au niveau de l'est et du sud du pays, mais il n'y a pas encore de distribution de semences, il n'y a pas encore

d'engrais. On nous a annoncé récemment qu'il y a eu 50 000 tonnes de semences. Mais malheureusement, cela n'a pas encore été distribué. Il ne faut pas attendre jusqu'à ce que l'hivernage s'installe entièrement pour distribuer les semences. Les semences il faut les distribuer bien avant, pour permettre aux paysans de faire une campagne correcte.

Comment voulez-vous, dans un tel contexte que nous soyons amenés à tripatouiller une énième fois la Constitution pour créer une institution budgétivore même si cela ne dit pas le nom, puisque c'est logé dans l'espace présidentiel ? Mais on ne nous dit pas ce que cela va coûter. C'est cela qui importe pour nous. Nous sommes tenus quand même de savoir le coût de cette nouvelle institution. Même si on nous dit que c'est logé dans l'espace présidentiel, donc pris en charge par l'espace présidentiel, nous avons besoin de savoir ce qui va entourer ce vice-président, le personnel qui va l'accompagner, ce que cela va coûter au contribuable sénégalais.

Je pense, en toute sincérité, et c'est mon sentiment personnel et je pense que c'est le sentiment également de beaucoup d'entre nous, même si certains ne le disent pas, que c'est quand même un poste de trop et je ne voterai pas la loi.

Je vous remercie Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher Collègue.
La parole est à notre collègue Ndèye Gaye.

MADAME NDEYE GAYE

Je vous remercie, Monsieur le Président.
Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Chers Collègues,

Je pouvais ne pas prendre la parole parce que de toutes les façons on va se répéter et des intellectuels malhonnêtes vont en profiter pour greffer des sujets qui ne nous réunissent pas ici. Monsieur le Ministre

d'Etat...(Passage en Wolof)... Il n'y a pas de solution financière à la crise, mais des solutions sociales. Ces solutions sociales il en a besoin, pour le faire, il lui faut un homme ou une femme à son entière disposition pour aller au plus profond de notre pays et lui rendre compte des situations...(Passage en Wolof)..., il faut que nous soyons nous-mêmes des Députés, des républicains parce que il y a des gens qui sont trop pressés de le remplacer, d'arriver à prendre le pouvoir, mais quand même un peu de dignité et de respect parce que ce n'est pas la peine de vouloir toujours utiliser l'opinion publique, de toujours dire le contraire de ce qui est en pensant que cela peut leur profiter ...(Passage en Wolof)... La révolution de 2012 vous attend parce que avec ce Vice-président, vous verrez que la demande sociale...(Passage en Wolof) ... Les grandes capitales, c'est normal parce qu'il n'y a que des intellectuels malhonnêtes qui malmènent l'opinion publique mais...(Passage en Wolof)...

On parle de Constitution, mais est-ce qu'effectivement c'est la Constitution qui est malmenée aujourd'hui? Soyons honnêtes, regardons l'intérêt du pays, avançons, modernisons, acceptons que nous sommes dans un monde de vitesse et de concours qu'il faut gagner! Gagner ce concours c'est être un pays émergent qui va participer demain au concert des Nations.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie chère Collègue.

La parole est à notre collègue Mamour Cissé.

MONSIEUR MAMOUR CISSE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre chargé des Relations avec le Parlement,

Je ne voterai pas cette loi pour trois raisons : D'abord, je doute de la pertinence de ce projet de loi quand on sait aujourd'hui, au risque de me répéter, que les urgences sont ailleurs. Je vais citer un cas. Ce cas c'est Sandaga... (Passage en wolof). Tous les jours, quotidiennement donc,

circulait un minimum de 2 milliards ou 1,5 milliards FCFA /jour d'échanges, de transferts. Aujourd'hui, c'est à peine si 250 ou 300 millions FCFA circulent quotidiennement à Sandaga...(Passage en wolof)...Les structures existent. Nous sommes aujourd'hui dans une République où il y a un Président de la République, il y a un Premier Ministre, il y a un Président de l'Assemblée, un Président du Sénat, un Président du Conseil économique et social, nom de Dieu ! Si on veut travailler cela suffit, on peut travailler avec ces gens-là. Mais qu'est-ce qui a été à la base de la création du Sénat ? Ne l'oublions pas c'était pour que ce Sénat puisse être un relais entre les populations et l'Exécutif, les conseils régionaux, les conseils ruraux. Un relais pour permettre au Président de la République d'atteindre les populations cela existe, même s'il y a quelque part une pertinence dans ce choix-là. Je dis que c'est inopportun face aux urgences que nous avons.

Nous sommes dans un Etat qui peine à avoir 200 milliards jusqu'à brader aujourd'hui le fleuron de notre économie, est-ce qu'on y a associé les députés que nous sommes ? Mais on ne nous a pas vu, on ne nous a pas parlé. Quand il s'est agit de vendre la SONATEL, l'Etat aujourd'hui peine à trouver 200 milliards FCFA. Quand les gens montaient des emprunts obligataires qui avaient ces conséquences-là, on ne nous y a pas associé. Aujourd'hui, on nous parle de pertinence de créer un poste de Vice-président. Je dis non les outils existent. De grâce, si ce n'est pas politique, je pense que par décence et par rapport aussi à la promesse faite par le Président de la République qui a dit qu'il avait entendu les populations. Je pense qu'aucune de ces populations-là n'accepterait aujourd'hui qu'il y ait un poste de Vice-président. A tout le moins, si on gouverne pour les populations, mais consultons ces populations, c'est-à-dire par voie référendaire comme l'a dit Samba Diouldé Thiam. Je salue pour terminer, El Hadji Wack Ly. Merci, pour ton courage jeune homme ! Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

La parole est à notre collègue Aminata SALL.

MADAME AMINATA SALL

Je vous remercie Monsieur le Président.

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs les collaborateurs du Ministre,

(Intervention en Wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Eh bien, il y en a qui ont bouffé du lion aujourd'hui !
Notre collègue Mamadou DIALLO n°1 a la parole.

MONSIEUR MAMADOU DIALLO N°1

Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre chargé des Relations avec le Parlement,
Je voudrais vous féliciter pour la confiance que le Chef de l'Etat a bien voulu placer en vous, en vous choisissant dans le Gouvernement conduit par le premier Ministre, Monsieur Souleymane Ndéné NDIAYE à qui je voudrais du haut de cette tribune exprimer mes chaleureuses et vives félicitations ainsi que mes vœux de plein succès.

Le projet de loi qui nous est soumis aujourd'hui pour examen a fait couler beaucoup d'encre et de salive, l'opposition mal intentionnée a voulu dénaturer les débats et les placer dans un contexte de politique politicienne. Il s'agit tout simplement pour le Président de la République de trouver quelqu'un qui puisse l'assister dans ses nombreuses tâches quotidiennes qu'il exerce dans le seul but de satisfaire les aspirations légitimes du peuple sénégalais. Conscients de cela, nous avons en Commission, à la majorité écrasante, j'allais dire à l'unanimité, adopté le projet de loi constitutionnel n°14-2009, je suis persuadé qu'à la fin de cette plénière nous confirmerons le vote d'hier en Commission.

Pour ma part, Monsieur le Président, je voudrais vous donner l'assurance que je voterai ce texte. En tous cas, ce qui est clair, les paysans, les facteurs, les pêcheurs en ont marre de ceux qui parlent en leurs noms et qui ne les voient jamais, qui ne se rendent jamais en brousse ; cela ils en ont marre et ils n'en veulent plus...**(Suite de l'intervention en Wolof).**

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

J'invite encore les collègues vraiment à être un peu plus concis parce que on va être vraiment pris par des contraintes de temps.

Je donne la parole à notre collègue Aïssata COULIBALY.

MADAME AÏSSATA COULIBALY

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre,

Honorables Députés,

(Intervention en Wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie chère collègue.

La parole est à notre collègue Oumar Khassimou DIA.

MONSIEUR OUMAR KHASSIMOU DIA

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Je voudrais d'abord vous féliciter pour votre reconduction et féliciter également Faustin DIATTA que j'ai connu comme technocrate, qui a fait ses preuves au Développement rural.

Chers Collègues, je pense que ce projet de loi est réellement inopportun, les urgences sont ailleurs, je ne vais pas le répéter. Dans le contexte actuel, présenter au peuple sénégalais, un projet de loi pour mettre en place un Vice-Président au Sénégal, à l'heure où nous sommes, je crois que ce n'est pas aider le Président, ce n'est pas renforcer le pouvoir. Interrogez votre conscience aujourd'hui, les urgences sont ailleurs, les gens l'ont dit pensez aux denrées de première nécessité, à la scolarité, etc. Au lieu de penser à la réduction du train de vie de l'Etat, dès qu'on a annoncé le premier Gouvernement tout le monde avait applaudi parce qu'on avait vraiment réduit le nombre de ministres conseillers.

Aujourd'hui, nous avons plus d'une dizaine de Ministres d'Etat. Le Gouvernement est renforcé en nombre, les ministres conseillers qui étaient partis par la fenêtre, reviennent par la porte, nous avons des institutions en place qui prennent du budget : l'Assemblée, le Sénat ; on va encore mettre le Conseil économique et social, mais ce sont des charges. Si en plus de tout cela on nous amène un Vice-Président pour assister et quand, dans les argumentaires, on dit que le Président est généreux, il veut partager, généreux oui ! Mais sur ce que vous possédez, et non pas quelque chose qui appartient à l'Etat, au public.

La Constitution ce n'est pas une affaire personnelle ce qui revient au Président pour ceux qui savent ce que c'est, mais c'est le décret, il peut prendre un décret, nommer des Ministres d'Etat comme il veut, il le fait. Il peut nommer des directeurs de cabinet encore qu'on a jamais vu des directeurs de cabinet chargés de la politique, chargés de ceci, des directeurs de cabinet chargés de cela, on l'a vu. Si malgré tout cela, on n'est pas assisté, on a besoin d'une personne qui va assister le Président, je dis que c'est gênant. Surtout, quand dans l'argumentaire, je vois qu'on nous dit que cela va faciliter la fluidité, le Président ira au Sénégal des profondeurs, on avait créé les conseillers ruraux, les conseillers régionaux, les préfets, les sous-préfets, tout cela, maintenant, vous le mettez de côté. Mais, vous donnez des arguments à vos adversaires, mes amis. On met de tout cela et il faut maintenant un homme qui va assurer tout ce travail et les autres n'ont rien fait. Vous félicitez l'argumentaire de vos adversaires.

Quand aussi, on nous dit que le Président est toujours prompt à revenir, à accepter les autres et c'est dans cette même veine qu'il aime être généreux aussi bien en idées, en esprit, qu'en pouvoir. Le va et vient c'est bon quelque part, mais pas pour l'Etat. Je suis très gêné ces jours-ci à cause du remaniement. C'est un exemple type des va et vient qui discréditent l'Etat. Aidez le Président, mon Dieu ! Aidez votre parti à se renforcer ! Dites-lui la vérité ! Le syndrome du P.S que j'avais dénoncé avant de le quitter hante actuellement le P.D.S. Oui ! j'ai quitté le P.S, mais je ne suis pas un transhumant, j'ai quitté le P.S en tant que député socialiste, parce qu'il y avait des dérives que le P.D.S est en train de vivre aujourd'hui. Faites attention à cela ! Choisir un Ministre samedi, dimanche on l'enlève, mercredi on le ramène selon les pressions, au gré du vent, ce n'est pas ainsi qu'on gère la République !

Je l'ai dit ici, j'ai dit qu' un Ministre c'est quelque chose d'important, c'est la République, ce ne sont pas des élus.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher Collègue.
La parole est à notre collègue Emilie Diatta.

MADAME EMILIE DIATTA

Je vous remercie, Monsieur le Président.
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Je vous félicite, pour la confiance que le Chef de l'Etat a placée en vous, en vous nommant respectivement à vos départements et je vous souhaite bonne réussite et bon succès.

Le Président Wade n'a pas été parachuté, c'est un homme qui a été choisi par le peuple sénégalais, et si le peuple Sénégalais l'a choisi, c'est à partir du mérite. C'est un homme qui a souffert, qui connaît tous les problèmes des populations, il a été mis en prison, flagellé, martyrisé, c'est un militant. Donc, ce sont des gens qui ont été tenaces parce qu'ils avaient des objectifs. Et , ces objectifs nous les avons atteints en partie et nous devons aller de l'avant pour les atteindre entièrement. La barque du Président Wade est une barque qui va nous amener à destination.

Lorsque Wade dit : je choisi ceci pour le peuple , ce n'est pas un hasard. Il l'a analysé, c'est un Président visionnaire, international, qui nous est envié par tous les pays de l'Afrique voire du monde entier, parce que c'est un Président qui est consulté par tous les autres pays, pour obtenir des conseils, pour obtenir des droits, pour demander comment diriger un pays, c'est un Président conseiller. Si le Président demande une Vice-présidence au peuple, que le peuple la lui octroie et attende de voir les résultats. Il a parlé ici des échangeurs, les gens ont dit que c'est un rêveur, il les a réalisés. Les étudiants, ils sont en grève tout le temps, je ne suis pas d'accord avec eux. Excusez-moi chers étudiants, mais je ne suis pas d'accord avec vous parce que vos anciens qui étaient à la place où vous êtes n'avaient pas les mêmes droits que vous avez aujourd'hui. Le Président de la République a multiplié le

nombre des universités, il a donné des aides, des bourses à presque tous les étudiants du pays, il y a de quoi lui dire merci.

Ce que j'ai constaté, c'est que le peuple sénégalais est égoïste, parce que quand le Président de la République fait des choses, de bonnes actions, on est jamais parti vers la presse pour dire au Président de la République merci. Moi, je prends aujourd'hui le courage de lui dire grand merci pour tous les sacrifices qu'il a fait pour honorer le pays. Le Président de la République est un homme qui a toujours honoré la femme et les enfants. C'est pourquoi, quand il dit aujourd'hui qu'il préfère que le Vice-président soit une femme, ce n'est pas parce qu'il veut contenter les femmes, mais c'est quelque chose qui vient de son cœur, il aime les femmes, il aime aider les femmes, parce qu'il sait que le pays est soutenu par des femmes. Toutes les familles qui sont là, aujourd'hui s'il n'y a pas de quoi manger, l'homme reste à la maison c'est la femme qui va de famille en famille pour demander à manger. C'est pourquoi il ne faut pas accepter les souffrances des femmes. Si le Président veut nommer une vice-présidente, soyez d'accord !

Souvent, les gens le critiquent parce qu'il change des ministres, oui ! c'est très normal, c'est un homme qui sait ce qu'il fait. Si le Président choisit un Gouvernement, demain il trouve que tel ministre ne fait pas ce qu'il lui a demandé, il doit l'enlever pour mettre un autre avec qui il compte obtenir de meilleurs résultats. Donc vraiment je remercie le Président de la République, je remercie l'ensemble du Gouvernement, je remercie l'ensemble des parlementaires.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie chère Collègue.

Chers collègues, j'insiste, si on peut vraiment réduire, surtout ceux qui disent la même chose, qui sont de la majorité, parce qu'à minuit on doit arrêter, il faut qu'on termine le travail entamé. Vraiment, je demande encore la compréhension des uns et des autres.

Je donne la parole à notre collègue Adama SOW.

MONSIEUR ADAMA SOW

Je vous remercie Monsieur le Président.
Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,

(Début intervention en wolof)...

Ils se trompent lourdement dans la mesure où le Président de la République a l'habitude de dire qu'il n'y a rien de vrai, de grandiose qu'on peut réaliser sans le rêve. Le Président de la République n'a-t-il pas rêvé de façonner la ville de Dakar? Et certains n'y croyaient pas. Mais aujourd'hui, c'est chose faite. Le Président de la République n'avait-il pas rêvé de réaliser l'aéroport le plus moderne de l'Afrique de l'Ouest, sinon de l'Afrique ? Aujourd'hui, c'est chose faite et nous prions pour que, en septembre 2010, le premier avion décolle...**(Suite intervention en wolof)...**

Monsieur le Président, je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue
Cher collègue Abdou Sané, vous avez la parole.

MONSIEUR ABDOU SANE

Je vous remercie, Monsieur le Président.
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre chargé des Relations avec les Assemblées,
Mesdames, Messieurs les Collaborateurs des Ministres,
Chers Collègues députés,

Je crois que nous sommes aujourd'hui à un moment crucial de la vie parlementaire, mais aussi de l'histoire politique du Sénégal, dans le cadre de l'évolution de ses Institutions. Je retiens simplement, après le passage de plusieurs collègues, un certain nombre d'éléments.

Premièrement, il y a ceux qui pensent que cette tribune est l'occasion de se faire connaître parce qu'ils savent ce qu'ils sont et ils souffrent de ce qu'ils sont. Cela s'appelle le complexe d'infériorité parce qu'ils veulent soulever plus lourd qu'eux. Les autres font un transfert d'intention. Ils ont des idées, mais ils doutent de leurs idées et ils pensent qu'ils doivent nous donner ces idées pour leur prise en charge. Nous sommes sortis d'élections, coup d'envoi 2000. En 2000, Abdoulaye Wade a été élu Président. La République entière s'est félicitée, l'opinion internationale s'est félicitée, Abdou Diouf a eu la grandeur d'esprit de l'appeler et aussi de le féliciter.

2007, il est facile d'être élu, mais ce n'est pas évident d'être réélu. Beaucoup l'ont appris à leur dépend. Alors, février 2007 Abdoulaye Wade gagne dès le premier tour. Pour certains c'était une surprise, mais pour ceux qui savent lire la marche de l'histoire politique du Sénégal, c'était simplement dans l'ordre du prévisible. Qu'est ce qui s'est passé ? C'est le chauvinisme, personne parmi les perdants n'a daigné appeler celui-là qui a tiré sa légitimité d'un vote de 2007, il l'a accepté. Nous venons aux élections locales : la capitale Dakar tombe, beaucoup de villes tombent. Lui, grand esprit, loin de tout chauvinisme, s'engage non seulement à reconnaître les résultats, mais s'engage à accompagner les nouveaux vainqueurs. Il y a différence, nous sommes dans un monde où malheureusement nous notons par ici des gens qui font du chauvinisme une option pendant que lui, il fait preuve de grandeur donc, quand vous avez deux types de ce genre, il est certain que dans les interventions effectivement, cela va forcément être teinté et c'est ce qui fait que aujourd'hui nous avons assisté ici à plusieurs litanies, mais des litanies d'inepties et d'hérésies, cela est un cas.

On a assisté à beaucoup de hors sujet par rapport à ce qui nous a rassemblé ici, simplement parce qu'il y a l'opinion que l'on cherche à manipuler et ce n'est pas conséquent de la part de certains collègues parce que, hier en Commission, c'était totalement dans la décence que tout le monde est intervenu. J'ai vu même des gens qui ne sont pas venus en Commission, qui n'ont même pas respecté ce qu'ils donnent comme impression aux uns et aux autres. Je pense que lorsque on est député, même le seul député du parti, on doit assumer sa mission. Vous devez assumer votre mission partout ou vous devez l'assumer, la Commission est importante parce que c'est une loi adoptée en

Commission qui se présente en plénière. Combien de députés ont boycotté ? Et pourtant ,lorqu'ils parlent ici l'opinion, qui n'est pas présente au niveau de ces Commissions, pense que certainement ils ont été mis en minorité alors qu'ils ont tourné le dos à ces Commissions, parce que c'est pas par conviction, justement. Ils font du tape-à-l'œil, ils se mettent le doigt dans leurs propres yeux. Ensuite, n'oubliez pas qu'il y a une opposition parlementaire, mais de l'autre côté, il y a une autre opposition qui n'est pas là, qui se dit significative par référence à cette autre opposition parlementaire qui se considère comme minoritaire. On a vu cette opposition parlementaire s'accrocher aux wagons de certains partis à ces élections locales ; qu'est-ce qu'il est advenu ? C'est une querelle de clochers des gens qui veulent être adjoints au maire et qui étaient rejetés parce que ils n'ont pas la confiance de cette autre opposition qui est en dehors de l'Assemblée. Finalement, on parle au nom de qui ? Le deuxième tour nous aidera à répondre à ces questions. Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.
La parole est à notre collègue Mor Maty SARR.

MONSIEUR MOR MATY SARR

(Intervention en Wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.
La parole est à notre collègue Fatou Youssouf AIDARA.

MADAME FATOU YOUSOUF AIDARA

(Intervention en wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

La parole est à notre collègue Ndiawar WADE.

MONSIEUR NDIAWAR WADE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Chers Collègues,

Permettez-moi de m'associer aux félicitations qui sont adressées aux Ministres ici présents et par ricochet, à l'ensemble du Gouvernement dirigé par le Premier Ministre Souleymane Ndéné NDIAYE et de prier aussi pour une meilleure prise en charge des préoccupations du peuple sénégalais.

Monsieur le Président, beaucoup de gens s'offusquent de l'introduction de la Vice-présidence dans notre système politique parce qu'ils pensent tout simplement qu'il s'agit d'un stratagème pour faire accéder ou perchoir tel ou tel autre Sénégalais. Je crois que, avec ce texte, ils viennent d'être édifiés. A y voir de près on constate que ceux-là qui s'agitent ont sur leur conscience le coup d'Etat constitutionnel opéré avec l'adoption en 1981 de l'article 35. Ils sont là dans la salle, ils craignent certainement que nous ne les suivions. Ils doivent se détromper.

Le Chef de l'Etat est un homme clair, il a la confiance de son peuple, il n'œuvre que pour l'intérêt de son peuple, il n'a pas peur de ses idées, donc ayons confiance en notre Chef de l'Etat, accompagnons-le dans les choix qu'il fait ! C'est nous-mêmes, le jour de la dissolution du C.R.A.E.S qui avons applaudi alors que lorsqu'on créait ce C.R.A.E.S on s'était également opposé à cela. Donc, c'est le Chef de l'Etat, Maître Abdoulaye WADE qui a la confiance de son peuple. Les autres, attendez 2012 ! Vous êtes sûrs de remporter le pouvoir, mais laissez-nous commettre des erreurs pour que votre travail soit plus facile, donc...**(Passage en Wolof)**... à travers ce projet de loi, permettre une meilleure célérité, plus d'efficacité dans les actions que le Président veut accomplir, dans le seul intérêt du peuple sénégalais.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher Collègue.

La parole est à notre collègue Balla Moussa DAFPE.

MONSIEUR BALLA MOUSSA DAFPE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat, je ne vais pas revenir sur nos félicitations d'hier en Commission, et j'aurais pu même m'abstenir de prendre la parole parce que beaucoup de mes prédécesseurs ont déjà dit ce que je voulais réellement dire. C'est pour d'abord exprimer ma satisfaction par rapport à votre ouverture d'esprit, pour cela je crois que le Président de la République a beaucoup déteint sur vous. Vous parlez de sa générosité, de son sens du pardon, de son humilité ; même à son niveau, avec la sature qu'il a, quand il a des convictions, il cherche à convaincre plutôt qu'à contraindre. C'est ce qu'il nous a administré et c'est pourquoi hier, j'étais en Commission. Le Président, si je n'étais qu'un partisan et aujourd'hui je suis prêt à être un partisan, je suis un homme politique qui est là et j'ai juré d'être loyal vis-à-vis de celui qui a fait que aujourd'hui je sois là ; donc, j'aurais pu me contenter des explications qu'il m'a données, mais il n'a pas su me convaincre sur certains aspects parce que je n'ai pas la formation, je n'ai pas la spécialisation pour pouvoir lire les textes entre les lignes.

Il faut quand même qu'on soit un peu d'une certaine humilité, j'ai beau être professeur agrégé de l'Université à la retraite, je sais où sont mes limites, c'est pourquoi moi, je vais en Commission, je ne suis pas membre de la Commission des Lois. Les opposants, je vous en pris venez en Commission, faites-nous partager votre science, ne venez pas tout le temps, avec une négation de tout ce qu'on entreprend, on a l'impression que vous êtes là uniquement pour dire non, sachez parfois dire oui ! Si vous êtes convaincus, ne nous enfermons pas également dans un juridisme creux. En tout cas moi, j'ai été convaincu que ce n'était pas une nouvelle institution. Ce n'est pas une institution de trop, cela n'alourdit pas notre architecture institutionnelle. Vous m'avez, Monsieur le Ministre d'Etat, convaincu qu'il ne s'agit pas d'une femme systématiquement, parce que vous seriez contre la Constitution. Vous m'avez convaincu parce que vous n'avez pas fait référence à certains

pays qui ne sont pas des modèles de démocratie, vous nous avez ramené à la volonté du chef de l'Etat, qui veut associer au pouvoir d'autres personnes, non pas simplement des femmes. Je taquinais tout à l'heure mon jeune frère, le Maire de Saint-Louis, je lui disais : est-ce que demain, il n'est pas possible que le Chef de l'Etat nous surprenne en te nommant Vice-président de la République ? Il est capable de cela, parce qu'il cherche l'unité nationale, la cohésion nationale et c'est en cela que j'ai compris qu'il a appris, il a compris l'appel du 22 mars. Donc, ne soyez pas étonné demain, nous parlementaires de la majorité, si le chef de l'Etat nomme un opposant à côté de lui pour l'assister dans sa tâche. C'est ce que je voulais dire, maintenant que les gens l'écarte, mais il ne s'agit pas d'une obligation également. Pour celle qui parle de charge pécuniaire concernant ce poste, j'ai posé la question hier, le Ministre a promis d'y répondre aujourd'hui mais, le chef de l'Etat nous avait déjà communiqué sa réponse, ce n'est pas ce qui va grever le budget de l'Etat.

Ce n'est pas ce poste de Vice-président qui peut être démis, aujourd'hui ou demain qui va nous sortir, si on ne le crée pas, de la situation dont beaucoup se plaignent aujourd'hui. Le chef de l'Etat ne le mettra que selon sa seule volonté, ce texte qu'on va voter ne l'y oblige pas.

Merci.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher Collègue.
Notre collègue Oumou SOW a la parole.

MADAME OUMOU SOW

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Honorables Députés,
Très chers Collègues,

Nous avons vu d'après les interventions et d'après aussi l'exposé des motifs que le projet de loi constitutionnelle instituant un Vice-Président au Sénégal va dans le sens de l'approfondissement de notre démocratie

par une meilleure implication de toutes les forces vives de la Nation, je dis bien de toutes les forces vives de la Nation, c'est extrêmement important ce passage-là. Si aujourd'hui le Président de la République décide de déléguer une partie de ses pouvoirs à une personne, c'est pour rechercher beaucoup plus d'efficacité par rapport aux attentes des populations. Je dirais que cela, comme beaucoup l'ont dit ici, est une marque de générosité et d'humilité de la part du Président de la République, quand on sait que le pouvoir avilit et parfois même, il rend fou.

Là où je voudrais surtout camper mon intervention, c'est par rapport au fait que le Président de la République veuille bien choisir une femme pour ce poste de Vice-président. Je dis que par rapport à cela c'est un choix stratégique ; je dirais même une urgence de l'heure, quand on sait que le Sénégal comme tant d'autres pays a pris des engagements devant la communauté internationale par rapport à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici 2015. Et, je veux surtout insister sur l'O.M.D 3 qui parle de la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. Là, je voudrais attirer l'attention des hommes pour qu'ils comprennent qu'entre les hommes et les femmes ce n'est pas un combat de gladiateurs. C'est au-delà de tout cela, il y a un objectif fondamental qui est recherché par tout le Gouvernement : c'est la réduction de la pauvreté d'ici 2015. Donc c'est l'œuvre de tout le monde.

Si aujourd'hui le Président de la République choisit la femme comme étant au cœur de tout dispositif, de toutes les actions et efforts de développement, c'est parce qu'il a compris qu'il y a une large partie de la population qui est femme et que la pauvreté touche surtout les femmes. Donc pour réduire cette pauvreté, il faut réduire la pauvreté des femmes. Et, si on veut arriver à ces résultats dans de brefs délais, il faut mettre une femme aux instances de décisions, au plus haut niveau des instances de décisions. Parce que c'est à ce niveau que les problèmes concernant les femmes peuvent être posés et c'est à ce niveau que les grandes décisions concernant les femmes peuvent être prises. Donc s'il y a une femme à ce poste je crois que c'est l'efficacité qui est recherchée et c'est l'efficacité qui peut être obtenue.

Par rapport aussi aux engagements du Sénégal en ce qui concerne les instruments juridiques régionaux et internationaux, je veux parler de ces Conventions qui sont relatives au respect des Droits de l'Homme en général et des droits des femmes en particulier, je parle surtout du protocole relatif au respect des droits des femmes en Afrique : le protocole de Maputo, je crois que quand on a une femme à ce très haut niveau de responsabilités, cette femme-là pourra s'occuper de l'état de mise en œuvre de ces Conventions.

Donc, pour cela je voterai ce projet de loi et je demanderai au Président, comme tant d'autres femmes l'ont fait ici, que ce soit une femme, c'est dommage que nous n'ayons pas le soutien de ces hommes parlementaires. C'est dommage que les hommes parlementaires ou bien que les hommes sénégalais en général ne soient pas aussi généreux que le Président de la République. Car régler le problème des femmes, c'est régler le problème de toute la société.

Le dernier point : cela ne veut pas dire bien sûr que cette Vice-présidente va s'occuper uniquement de questions de femmes, c'est tout simplement pour attirer votre attention et dire que les femmes ont besoin du soutien des hommes et si les femmes obtiennent le soutien des hommes, nous pouvons arriver à un Sénégal meilleur.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Chers collègues ils nous restent une dizaine d'intervenants vraiment si vous pouvez abréger, ce serait mieux.

Je donne la parole à notre collègue Amadou DIARRA.

MONSIEUR AMADOU DIARRA

(Début intervention en Wolof)...J'informe le peuple sénégalais que, dans la Commission technique, aucun opposant n'a pris la parole pour dire son point de vue et ils étaient là-bas. Ils sont prompts à dire non à toutes les initiatives du Président de la République parce que leur stratégie ce n'est pas nous, ce n'est pas le Premier Ministre, leur stratégie c'est tous les jalons qui soutiennent le Président, ils n'en n'ont pas besoin, ils veulent l'affaiblir pour le remplacer et par anticipation. Ils

cherchent et demandent une élection anticipée, mais cela ne nécessite t-il pas des moyens ?...(Suite intervention en Wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.
La parole est à notre collègue Tafsir THIOYE.

MONSIEUR TAFSIR THIOYE

Je vous remercie, Monsieur le Président.
Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs les Collaborateurs des Ministres,
Chers Collègues,

Monsieur le Ministre d'Etat, je voudrais vous féliciter pour la confiance renouvelée de Monsieur le Président de la République à votre endroit et me féliciter de ce débat qu'on a aujourd'hui. Je pense qu'on est dans une phase extrêmement importante de l'évolution de notre démocratie. Aujourd'hui, limiter les débats sur ce texte au niveau de nommer une femme ou un homme à la tête de ce poste, n'est peut-être pas mesurer le sens profond de cette décision. Aujourd'hui, tout est contexte et tout est environnement. Le contexte dans lequel nous évoluons, Monsieur le Ministre d'Etat, au niveau international, c'est la crise financière qui a débouché sur la crise économique. Le débat au niveau mondial, c'est sur la gouvernance mondiale, le débat au plan international, c'est le nouvel ordre mondial, le débat au niveau international est très poussé et il va falloir qu'on compare cela au contexte africain où le débat est autour des Etats-unis d'Afrique, où le débat est autour du Gouvernement de l'union, ou le débat est autour de la satisfaction des problèmes des Africains pour faire face aux nombreuses crises qui secouent aujourd'hui l'Afrique. Le débat africain est aujourd'hui autour du financement du développement de l'Afrique, je pense que cela est extrêmement important et il faut ramener ce débat dans ce contexte sénégalais où on fait face à des problèmes pour atteindre les OMD en 2015, où on est en face de problèmes pour régler la situation avec le DSRP pour l'émergence de notre pays, l'accélération de notre croissance au niveau

du pays, le contexte actuel où au sortir des élections locales le peuple a transmis un message et que le message est compris par le Président de la République.

Il est important que nous sachions que de nouvelles décisions s'imposent, que de nouvelles mesures s'imposent. Aujourd'hui, c'est le sens qu'il faut donner à ce projet de loi. Il ne faut pas oublier que le Sénégal est un laboratoire et dans sa phase expérimentale, nous pouvons comprendre que ce projet de loi constitue un moyen d'expérimenter quelque chose. Il ne faut pas oublier que la Primature, le Gouvernement n'était pas une Institution. Dans l'évolution du Sénégal, on a su qu'il fallait y avoir un Gouvernement comme institution et aujourd'hui, nous avons cette Institution. On est dans une phase expérimentale et le contexte mondiale voudrait que nous nous appuyons sur le « benchmarking » qui est un modèle de gestion dans le management des affaires publiques. Il va falloir que nous puissions nous appesantir sur les « best practices » qui se font ailleurs. Aujourd'hui, les Etats-Unis nous ont démontré que la Vice-présidence, comme Institution, est une pertinence puisque cela a permis à ce pays d'atteindre ce niveau de développement. Il faut que nous comprenions que le débat n'est pas politique, mais il est surtout à un niveau d'expérimentation de quelque chose qui pourrait demain aider le Sénégal et aider l'Afrique.

Monsieur le Ministre d'Etat, le contexte africain actuel le « power-sharing », le partage du pouvoir est devenu un phénomène dangereux. Il va falloir que nous puissions être un laboratoire qui doit permettre à ces pays africains de pouvoir réfléchir sur la pertinence de : comment gérer notre système démocratique ? Le débat est très important, il est très élevé, mais il va falloir que nous le ramenions à des niveaux imposés par l'opposition et aujourd'hui ce que cela a révélé, c'est le manque de rigueur de l'opposition.

Ils ont parlé de suppléance, ils ont parlé d'inscription de la femme dans la Constitution, c'est parce qu'ils ont manqué de rigueur dans l'analyse politique, ils ont fait parler leur subconscient, c'est ce qu'ils voulaient voir que nous fassions, mais heureusement le Président de la République a compris en rendant facultatif et circonstanciel la nomination du Vice-président dans une phase d'expérimentation et cela est extrêmement important. Ce pays a toujours joué les premiers rôles en Afrique et nous

allons continuer à jouer les premiers rôles et une fois que nous aurons expérimenté cela, si cela donne les résultats que nous attendons, nous allons l'institutionnaliser, mais on ne peut pas le faire pour le moment.

Je crois que, Monsieur le Ministre d'Etat, nous devons être sereins, poser le débat parce que notre pays s'est engagé dans une phase extrêmement importante de son développement, c'est dommage que l'opposition fuit le débat, on a institué le statut de l'opposition dans la Constitution, mais jusqu'à présent cela ne peut pas être mis en exergue parce qu'il y a une opposition qui n'a pas compris. Je pense que ces décisions que nous allons prendre pourront aider demain notre Sénégal à être un pays qui joue les premiers rôles dans le débat pour la consolidation de notre système démocratique.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher Collègue.
La parole est à notre collègue El Hadji Malick GUEYE.

MONSIEUR EI HADJI MALICK GUEYE

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat

(Intervention en Wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher Collègue.
La parole est à notre collègue Abdoulaye SENE.

MONSIEUR ABDOULAYE SENE

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Chers Collègues,

J'ai eu l'occasion, hier, de soumettre en Commission et ceci en profondeur, mes avis et observations sur le texte qui nous est soumis.

Monsieur le Ministre d'Etat, je dois avouer et féliciter toute la Commission pour cela, le texte amendé hier a certainement gagné en souplesse et en cohérence. Il a aussi eu des améliorations notables quant à son élégance administrative et juridique. Mais, Monsieur le Ministre d'Etat, il reste que ce texte m'apparaît comme une certaine overdose de réforme qui tombe dans un contexte mal préparé, un environnement qui n'est pas tout à fait prêt à l'accueillir. Monsieur le Ministre d'Etat, c'est cela qui fonde les réserves que j'ai eu à émettre hier et qui justifie que je me sois abstenu hier malgré les efforts que j'ai déployés pour contribuer à l'amélioration du texte. Cette subtilité, je sais que certains de mes cousins toucouleurs n'ont pas pu la saisir et je voudrais bien à l'entame de mon propos la clarifier.

Monsieur le Ministre d'Etat, Mesdames et Messieurs, je suis convaincu que les problèmes et les crises qui marquent le contexte actuel, qu'il soit politique, économique ou social, ce contexte devrait nous conduire à nous poser la question de savoir si ce projet de loi vient bien à son heure ? En quoi cette loi est-elle urgente pour contribuer mieux que des mesures beaucoup plus simples à renforcer l'écoute et la présence de l'Etat vis-à-vis des populations ? Monsieur le Ministre d'Etat n'y a-t-il pas des modalités plus simples pour rationaliser et améliorer l'efficacité de nos Institutions, les rendre plus performantes, les amener à dialoguer, à communiquer plus efficacement et à développer des synergies ? Il y a assurément là un chantier à dérouler. Un chantier du reste que Monsieur le Président de la République a déjà eu la générosité de nous inviter à ouvrir, je l'ai rappelé hier. Il nous avait recommandé des rencontres périodiques entre le Gouvernement et le Parlement : une séance tous les 15 jours, toutes les semaines pour permettre aux parlementaires d'interpeller le Gouvernement sur les urgences, mais également permettre au Gouvernement de mieux faire connaître, de mieux partager ses actions et programmes. Je suis convaincu que si le Gouvernement s'ouvrait davantage aux parlementaires et au-delà, au peuple, il y aurait assurément plus d'écoute, plus de convergence et surtout des actions mieux cadrées et certainement plus efficaces.

Cela a été dit tantôt, nous sommes déjà au cœur de l'hivernage, il a plu à Kédougou, à Tambacounda mais Monsieur le Ministre d'Etat, je suis au regret de constater que nous n'avons pas été en mesure aujourd'hui, nous Députés c'est vrai, certains ont pu glaner par-ci, par-là des informations, mais pas avoir des informations détaillées, fiables sur comment cette campagne agricole a été préparée ? Je pense que l'hivernage, cette période qui à la limite a un caractère sacré chez nous les sérères en particulier, cette période qui s'approche devait nous inciter à nous retrouver pour discuter et voir comment les choses ont été préparées pour réussir cet hivernage.

Demain, je serai dans le Sine comme j'ai l'habitude d'y être et je sais que l'on va m'interpeller en me disant : « mais à quelle sauce cette campagne arachidière a été préparée ? » Qu'est-ce que je vais répondre ? Je ne suis pas capable de donner des informations claires et précises, je suis au regret de le dire.

Monsieur le Ministre d'Etat, Mesdames et Messieurs, ce que je pense c'est qu'il y a effectivement nécessité d'améliorer cette présence de l'Etat, il y a nécessité d'améliorer cette écoute, mais comme je l'ai dit tantôt, nous pourrions peut-être recourir à d'autres mécanismes et à d'autres façons de faire. Ce que j'ai dit de la campagne agricole...

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher Collègue. Votre temps de parole est épuisé.
Je donne la parole à notre collègue Aminata Laobé LO. Elle n'est pas là.
Je donne la parole à notre collègue Joseph NDONG.

MONSIEUR JOSEPH NDONG

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, j'ai compris, mais je souhaite quand même dire quelques mots, je ne serai pas long. Je pense que le débat a été très intéressant aujourd'hui. Ce que j'en tire tout particulièrement c'est que j'ai remarqué que l'opposition n'est pas du tout sereine. L'opposition est pratiquement presque affolée et je ne comprends pas pourquoi. Je ne vois pas pourquoi certains de nos collègues parlent ici de la vague de

honte qui monte, ou bien de l'heure qui est grave ou aussi de catastrophe. Je ne sais pas ce qui se passe dans leurs têtes pour qu'ils arrivent à de telles extrémités. Je pense aussi qu'il y a une bonne dose de confusion qu'ils sont en train de créer et qui véritablement m'étonne énormément.

Je ne comprends pas qu'à partir des élections qui se sont passées on nous parle de leçon, de bonne leçon à tirer de ces élections. Mais, ces élections sont des élections municipales. Monsieur le Maire de Saint-Louis qui sait très bien comment il a été élu ; au moment où il est élu, il sait très bien dans quelles conditions. On lui demande de s'occuper vraiment de ces quartiers de Saint-Louis. Ce qui était en cause là-bas, ce n'était pas le Président de la République. Donc, je comprends bien qu'il soit pressé que le Président Wade parte, qu'il dise qu'il est fatigué, etc. Mais vous savez très bien que le Président Wade tient beaucoup mieux que tous ces jeunes qui sont en train de grenouiller ici.

C'est pour cela que véritablement je pense qu'il faut être raisonnable, et savoir que le Président Wade nous demande quelqu'un pour l'assister. Il ne demande pas un Ministre d'Etat, il ne demande pas un Ministre, il demande un Vice-président. Quelqu'un à qui il confiera des tâches de Vice-président. C'est cela qui est en cause, ce n'est pas une institution. C'est quelqu'un qui va l'assister dans ses tâches. Et, je crois que notre collègue, Mor Maty Sarr a compris tout à l'heure, en disant simplement que si celui qui assume le rôle de Président vous demande de lui accorder la possibilité d'avoir un Vice-président et bien je crois qu'on peut la lui accorder. Voilà, Monsieur le Président ce que j'avais à dire. Merci beaucoup.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.

Je donne la parole au dernier orateur, notre collègue Doudou WADE.

MONSIEUR DOUDOU WADE

Je vous remercie Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Je voudrais encore ici, du haut de cette tribune, vous rappeler ce qui n'a pas été dit dans le rapport, je voudrais en tous cas que vous transmettiez au barreau du Sénégal et à l'ensemble du collectif des avocats qui sont partis en France pour défendre les problèmes sur le Diola, notamment notre collègue Youba SAMBOU et Mame Madior BOYE, nos hommages les plus déférents, ils ont montré encore une fois que le Sénégal est un pays debout.

Par rapport à un certain nombre de problèmes, je ne comprends pas que des députés qui avaient la Commission pour parler pendant 2 heures de temps, se donnent le plaisir de venir ici pour parler 5 minutes et ils se sont tus comme des carpes. Le débat qui a eu lieu a été un débat interne au Groupe libéral et démocratique, les positions que vous avez entendu chers auditeurs et journalistes sont des positions de notre Groupe, nous avons osé nous affronter sur ce problème et discuter en toute démocratie.

Deuxième problème : ceux qui parlent de l'architecture de nos Institutions, il ne faut pas faire d'erreurs et d'amalgame, il ne s'agit ni d'institution, ni de nouvelle institution. Sur certaines critiques, je suis d'accord et avec mon collègue et jeune frère LY de Nioro, l'attitude du préfet de 1983 et de 1988 qui confisquait le suffrage des électeurs, n'est pas l'attitude de 2009 parce qu'en 2009, vous avez perdu en tant que tenant du pouvoir, cela dépend de l'administration que nous avons pilotée et du Président de la République actuel, c'est un honneur pour nous.

Maintenant sur la souveraineté : elle ne s'exprime pas par référendum, la souveraineté du peuple appartient à ses élus, elle est exprimée par ses députés et après par référendum. La place des mots a leur sens.

Sur maintenant quelqu'un qui dit : écoute, ok ! c'était notre collègue pour dire que quelque part il y a eu la pertinence du projet. Mais si quelque part il y a la pertinence du projet, il faut effectivement oser l'attaquer de front et l'accepter.

Sur le changement et les modifications de la Constitution, je voudrais dire à notre collègue Imam Mbaye NIANG qui n'est pas là que... **(Passage en Wolof)**...

Sur les fausses déclarations : le Premier Ministre, dans la Constitution, on lui donne obligation de faire une déclaration de politique générale, mais la Constitution ne dit pas quand ? Il est loisible au Premier Ministre d'attendre 3 mois pour le faire. Je dis dans la Constitution, il est loisible au Premier Ministre de rester 4 mois avant de le faire. C'est notre Règlement intérieur qui a voulu prendre des précautions et fixer cette durée à 3 mois, il faut féliciter le Règlement intérieur de l'Assemblée.

Sur les changements de la Constitution, vous faites référence à la France, je voudrais vous dire que la France de 2000 à maintenant a subi 10 modifications du Règlement intérieur. Je voudrais que vous vous référiez aussi à l'Assemblée nationale française et vous verrez que de la loi 29/ 64 du 2 octobre 2000 sur la durée du mandat du Président de la République, à la toute dernière réforme 2008/724 du 23 juillet portant modernisation des Institutions qui encadre plusieurs aspects de la Constitution, il y a eu 10, je dis bien 10 modifications de la Constitution, pour une Constitution qui fait l'honneur des citoyens du monde, issue de la révolution de 1789. Alors, de qui se moque t-on ?

Certains font appel à la bonne gestion, ce qu'ils ne savent pas, cher collègue Mamour CISSE, c'est que la solution des problèmes de la SONATEL est issue de l'Assemblée nationale. Je parle du haut de cette tribune et je prends à témoin le Directeur général de la SONATEL et les organisations syndicales des travailleurs, on n'avait pas besoin de le dire à la radio, plusieurs fois nous avons été au début, au milieu et à la fin, jusqu'à recevoir des lettres de félicitations des syndicats de la SONATEL, parce que nous sommes des députés, on ne se contente pas de cette tribune.

Maintenant, sur d'autres aspects : je voudrais encore dire, sur des problèmes de bonne gouvernance, pourquoi on ne nous a pas avisé. Mais, on ne nous a pas avisé quand on vendait toutes les salles de cinéma du pays, jusqu'à avoir des salles de cinéma qu'on a aujourd'hui transformé en magasins-pilotes.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher Collègue.
La liste des orateurs est épuisée.
Monsieur le Ministre d'Etat, vous avez la parole.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Je vous remercie, Monsieur le Président.
Je vous remercie également, Honorables Députés.
J'ai été très sensible à vos félicitations, à vos prières et permettez-moi de ne pas seulement m'arrêter au niveau de ma propre personne, mais de prendre en compte ce que mon collègue aurait pu vous dire. Il aurait pu vous dire : « Merci pour vos félicitations ! Merci pour vos prières ! »

Je voudrais aussi pouvoir vous répondre comme j'ai l'habitude de le faire, intervenant pas intervenant, question par question et pouvoir ainsi vous montrer toute la considération que j'ai pour vous, vous les représentants du peuple, vous qui avez été élus par le peuple, pour pouvoir légiférer en son nom et en même temps contrôler l'action gouvernementale.

Monsieur le Président, beaucoup de choses ont été dites et souvent j'ai été surpris d'entendre dire certaines choses qui ne peuvent se vérifier, ni en droit, ni aussi en pratique politique : quand par exemple on soutient avec beaucoup de conviction que les compétences qui nous ont été dévolues par la Constitution du Sénégal ne peuvent être exercées, quand il y a un nouveau Gouvernement, que si la politique générale est engagée. Si elle ne l'a pas été, le Gouvernement ne serait pas amené à pouvoir s'acquitter des tâches qui lui sont dévolues.

Je dis que je suis surpris, aucun constitutionnaliste au monde ne peut accepter un tel raisonnement, aucune forme de vérité politique ne peut s'opérer dans ces conditions-là. Je crois que tous ceux qui continuent de vivre la réalité politique comprendront tout simplement que c'est une certaine forme de s'opposer, mais cette fois malheureusement, elle ne sera pas efficace parce que ne s'appuyant pas sur tout ce qui constitue aujourd'hui notre droit positif.

Je suis aussi surpris quand une institution doit être créée, qu'au lieu de tenir compte des réalités de cette institution, les gens préfèrent aller plus loin que ce qui a été dit. Cela nous l'avons vécu avec le Conseil économique, avec le Sénat, *a fortiori* quand il ne s'agit pas de parler d'institution, mais de parler simplement d'une personne qui peut assister le Président dans les missions qui lui sont dévolues et que ces missions ont pour essence la confiance que le peuple a placée en lui.

Je voudrais qu'on tienne compte du raisonnement. On est parti d'Institutions pour donner à ces Institutions un fondement purement personnel. J'ai vécu cela au niveau de l'opposition aujourd'hui, alors qu'on ne parle pas d'institution. Premièrement, on voudrait y voir une Institution ; deuxièmement on voudrait aller plus loin, en disant même qu'il s'agit non pas d'une institution, mais d'une nomination qui permet simplement de rester dans le cercle du pouvoir présidentiel, on y voit aussi une manœuvre.

Comment pensez-vous alors que les institutions ont leur rôle, ont leur fondement dans une société comme la nôtre, alors que tout l'ordonnancement juridique au Sénégal est déterminé de manière claire ? Comment pensez-vous quand le Président dit « je veux nommer un Vice-Président » que tout le monde parle de dévolution successorale, alors qu'on a pas touché à l'ordonnance juridique qui permet au Président du Sénat, demain, de pouvoir assurer la suppléance si nécessaire, alors que nulle part il n'est écrit qu'on crée une nouvelle Institution, que cette personnalité peut demain revendiquer plus de droits qu'il n'en a ? Il a été même clarifié et là on l'oublie, il a été dit quelque chose de fondamentale et de claire. C'est dire une fois de plus que celui qui est nommé pour une condition essentielle, la durée de sa nomination ne peut pas excéder celle du mandat du Président de la République. On l'oublie. Comment peut-on considérer quelqu'un qui est nommé pour une durée déterminée et cette durée s'accorde avec la durée de la personne de qui cette nomination émane, que cette personne puisse demain assumer une dévolution successorale ?

Je me dis souvent : on est aveugle. Souvent, on tombe tout simplement dans une cécité volontaire et voulue et là malheureusement, elle devient intellectuelle ; quand elle est intellectuelle, elle est beaucoup plus grave. On verse dans une situation où on ne pourrait même pas régler le

problème en faisant ce que Socrate avait fait : avoir une lanterne en plein jour pour chercher la lumière, parce qu'on ne verra jamais cette lumière qui émane du soleil.

Donc, je voudrais vous dire : restons sur le terrain du droit, restons sereins, partons des pouvoirs que cette Constitution accorde au Président de la République pour régler le sort de cette proposition qui nous est soumise !

Les gens ont voulu être beaucoup plus intelligents que celui qui a eu la confiance du peuple, celui qui a bravé pendant plus de 30 ans tous les problèmes de ce pays, celui qui a fait face à tous les défis, à tous les périls, celui qui a vécu dans toutes les conditions, celui qui connaît le Sénégal des profondeurs, qui va toujours au devant ; et, on veut connaître mieux le Sénégal que celui-là. Je suis étonné, c'est seulement là où je me pose des questions.

Le questionnement est plus important, quand j'entends quelqu'un qui appartient à une minorité et qui dit que le peuple désavoue. Comme si lui, il était autorisé à parler au nom du peuple, quand on parle de légitimité, celui-ci n'est pas autorisé. Alors, quand on parle de l'arithmétique à laquelle Fatou Youssouf Aidara fait allusion, quand on est « plus fort reste », on ne devrait pas parler au nom du peuple. Parlez au nom de ceux qui vous soutiennent, parlez au nom de vos militants, nous l'accepterons, mais quand vous dites que « le peuple désavoue », alors que vous n'êtes pas le peuple, vous n'avez pas la majorité, vous ne saurez le dire. En 2000 des élections présidentielles ont consacré la victoire du Président WADE réélu en 2007, entre 2007 et 2009 on a voulu, alors que nous sommes dans le cadre d'élections purement locales, parler de victoire, parler de désaveu, parler d'autres choses.

Je suis surpris, alors que ceux-là n'ont pas eu l'élégance de dire : nous avons perdu. Abdou DIOUF qui est parti leur a donné des leçons qu'ils auraient dû retenir. Malheureusement, ils ne sont peut-être pas de sa trempe. Ils n'ont pas la même culture politique, quand ils gagnent, ils continuent de dire que le fichier est mauvais, quand ils perdent ils disent qu'il est foncièrement mauvais. C'est quelle forme de raisonnement ? Dans quelle forme de logique sommes-nous ?

Je suis obligé avant d'en arriver aux questions purement juridiques de répondre à beaucoup de choses parce que je suis là au nom du Gouvernement et j'occupe le banc du Gouvernement, nous avons le devoir de vous éclairer, pour vous dire que ce n'est pas ce signal qui a été donné et ce n'est pas ce message que le Président devrait entendre. Vous voulez être à sa place et apprécier, lui qui a mené une politique qui lui a permis de mettre fin à plus de 40 ans de règne d'un régime solide qui n'a pas hésité à l'emprisonner, qui n'a pas hésité, au moment où vous vous taisiez, à élever la voix, à faire face. Vous voulez être en mesure d'entendre beaucoup plus la voix du peuple et en même temps lui donner un sens qu'il n'a pas.

Le Président sait ce que son peuple veut et il sait pouvoir lui donner un contenu. On a considéré que c'était une victoire alors que, en réalité, il est difficile de parler de victoire quand on parle d'arithmétique. On a moins de collectivités locales, on a moins de voix, est-il permis de crier victoire ? C'est celle du peuple sénégalais, c'est celle du Président WADE qui a été félicité partout dans le monde. Je disais que nous sommes le seul pays en Afrique à organiser des élections et à perdre la capitale, des villes importantes parce que nous sommes foncièrement démocrates.

Ce qui se passe dans votre coalition, je dis bien dans votre coalition, on le retrouverait rarement dans un pays africain. Nous sommes le seul pays africain où, dans la coalition de la majorité au pouvoir, il y a des gens prêts à prendre le contre-pied des propositions du Gouvernement, parce que vous avez à la tête de ce pays, votre leader politique, un visionnaire, un démocrate qui veut réaliser son rêve d'un Sénégal toujours prospère, tourné vers un Etat de droit de plus en plus fondé.

On m'a parlé d'opportunité : l'opportunité, c'est lui à qui la Constitution du Sénégal permet de déterminer la politique de la Nation, de donner les orientations que cette politique devrait suivre. Permettez-lui de déterminer l'opportunité des actions à mener !

Première chose : ce qu'il fait, la loi lui permet de le faire, la loi fondamentale ou toute autre loi. Donc, c'est quelque chose de tout à fait légitime. Quand le Président Abdoulaye Wade, nous disait « j'ai entendu le message du peuple », il l'a accompagné d'un vœu, celui de créer une

vice-présidence. Qu'est-ce qui n'a pas été dit ? Une opposition qui ne peut pas et qui pense peut-être que le vent est de son côté et qu'il est en poupe de son côté. Cette opposition nous dit : « s'il est fatigué il n'a qu'à démissionner. » S'il est fatigué, comment peut-il démissionner après avoir été plébiscité en 2007, comment peut-il démissionner alors que son bilan a été soumis, et que le peuple a sanctionné positivement ? Comment peut-il démissionner alors que, tous les jours, il nous démontre qu'il est à même de continuer les missions qui lui sont dévolues ? Vous savez tous les jours, je ne me retrouve pas quelque part, souvent on arrive à m'entretenir de l'idée selon laquelle le Président concentre tout entre ses mains. On ne cesse de lui faire cette critique en disant que tout se fait au niveau de la Présidence, et quand le Président dit « je veux trouver quelqu'un à qui je vais déléguer certains de mes pouvoirs », qu'est-ce qu'on dit ? Il ne doit pas être assisté, il doit pouvoir exercer seul son pouvoir, il ne doit pas le partager, c'est la chose publique. Quel est le fondement ? C'est parce que tout simplement on est dans ce que vous dénoncez : « le négationnisme ». Les gens me disaient, quelque part, que je change la disposition de la phrase. Un non n'a de valeur que si on est en mesure de dire oui, mais de le dire dignement. Seulement, quand on est obnubilé, il change volontairement la disposition de la phrase pour vous permettre d'arriver à une logique beaucoup plus simple et beaucoup plus acceptable. Donc, de ce côté, je voudrais vraiment qu'on se rassure. Si vous voulez vous entretenir du message du Président Abdoulaye Wade, il est parti du fait que lui, il n'est pas en cause, il ne s'agissait pas d'élections présidentielles, le Président ne se présentait nullement dans aucune communauté, ni commune municipale, ni conseil régional. Ce sont des gens de son parti, des gens de l'opposition. Ceux-là ont été défaits, ceux-là on gagné, nombreux sont ceux qui ont gagné dans le parti au pouvoir, nombreux sont ceux qui ont été défaits dans l'opposition, nombreux ont été ceux qui ont gagné. Lui il sait que la représentation au niveau des populations doit être plus forte parce que ceux-là, s'ils n'ont pas pu obtenir le renouvellement de leur mandat c'est parce qu'ils ont failli quelque part.

Je dis la vice-présidence, elle, se résume à deux choses que j'ai pu synthétiser avec vous Monsieur le Président Abdoulaye SENE : plus de présence, plus d'écoute, ceux qui sont toujours habités par le raisonnement disant : nous vivons des problèmes, la crise mondiale est là, il faut réduire le nombre des institutions, ou bien réduire ceux qui sont appelés à occuper des fonctions dans ce pays, ceux-là je voudrais leur

demander, économistes, s'ils m'entendent, démographes, s'ils m'entendent, aménagistes s'ils m'entendent, politiciens de la rue, s'ils m'entendent, profanes s'ils m'entendent, qu'ils me démontrent qu'il y a une possibilité de dire avec des chiffres à l'appui que c'est parce qu'on a eu à choisir tant de personnes, on a eu tel nombre de ministres, on a eu un vice-président, que cela s'est répercuté sur la réalité économique et sur le panier de la ménagère. Je dis : personne ne pourra soutenir cela. On parle de train de vie, mais par rapport au train de vie, on ne parle jamais de tout ce qui nous a été apporté par ces hommes. Quand le président part de quelque chose en disant c'est quelque chose, on me dit : cela aurait pu être une direction, il en fait un ministère pour lui donner l'importance nécessaire pour attirer des investissements, de réaliser dans ce pays ce qui n'a jamais été réalisé, on ne parle jamais de cela.

Je crois qu'on aurait dû avoir en toute chose l'honnêteté de faire un bilan. Par exemple, des personnes se sont mises courageusement à dénoncer les voyages du Président. Je vous dis que vous ne vous doutez pas de tout ce que les voyages du Président nous ont apporté dans ce pays. Je vous jure si nous avons autant d'investissements, autant de choses qui ont pu se réaliser, c'est simplement grâce à ce que la vitrine qu'est le Sénégal a pu céder. Je vais vous donner un exemple : dans le domaine de l'énergie, combien d'investissements ont été réalisés, je veux parler d'une ligne Tobène-Touba-Kaolack de 19 milliards qu'on a jamais pu réaliser du temps du Président Abdou DIOUF. Il y a eu deux appels d'offre infructueux, il a fallu que le Président aille en Iran, parle avec le Président, la ligne est totalement bouclée aujourd'hui, de 19 milliards on a fait une réalisation de 26 milliards. La liste est longue, des 3 voyages que j'ai pu faire avec le Président au niveau des Emirats Arabes Unis, à chacun de ces voyages combien de contrats ont été signés ? Tout cela on l'oublie. Il faudrait qu'on parte d'un contexte qui permette de comprendre avant qu'on en arrive à une certaine situation.

Le message qui a été entendu par le Président, c'est de dire : « il me faut plus de représentation, certes les Ministres doivent s'ouvrir, ils doivent être de plus en plus à l'écoute, les Ministres doivent communiquer, le Premier Ministre doit être beaucoup plus tourné vers les populations ». Ce n'est pas pour rien que le Président dit : je choisis un politique pouvant descendre sur le terrain, mais il pense qu'il faut

plus. Il faut quelqu'un qui le représente directement. Le Premier Ministre, les Ministres représentent le Gouvernement. Les Préfets, les Sous-préfets, les Gouverneurs sont du commandement territorial, alors que celui-là le représente directement. Les gens savent que la signification elle est plus forte quand quelqu'un dit représenter directement le Président, *a fortiori* quand cette personne a le titre de Vice-président. Cette personne a besoin d'être beaucoup plus à l'écoute des populations.

Tout à l'heure les gens m'ont dit : mais c'est quelqu'un qui n'aura pas de pouvoirs. Mais, il n'y a pas de pouvoir plus important que de représenter le Président de la République et de le faire sur une base où ce n'est pas un Président de la République qui nomme seulement sur la base d'un Gouvernement, ou qui nomme, comme a eu à le faire le Président Abdou Diouf, quelqu'un Ministre d'Etat chargé des Affaires présidentielles, parce que l'article 50 le lui permet. Mais, on le fait sur une base où la Constitution lui donne cette faculté. Bien qu'on ait la possibilité d'une nomination qui émane d'une faculté prévue par la Constitution, on a une légitimité que nul autre ne pourrait obtenir. Et, cette légitimité permet aux populations de savoir. Combien de populations aujourd'hui sont en mesure de parler, mais se demandent si notre message parviendra au Président ? Et quand, dans certaines localités, des personnalités qui avaient plusieurs fonctions, celles de Maire et autres fonctions politiques, quand ces personnalités ont été défaites pensez-vous que la représentation peut être forte ? Je pense que la représentation choisie par le Président de la République est la meilleure.

Une fois de plus, c'est pour le bien du Sénégal, c'est pour permettre au Président de la République, par son représentant, d'être beaucoup plus présent.

On a parlé d'institutions de trop, on a parlé d'un nombre de nominations de trop. Mais une fois de plus, parlons de nos réalités. Nous avons dit aujourd'hui que ce pays est à construire et pour pouvoir dire, choisir et le faire de manière judicieuse, il faudrait partir des bilans. Combien d'écoles, d'universités, d'hôpitaux, de centres de santé, de routes ont été réalisés ? Parlez des résultats !

Une fois de plus, je dis que dans les pays développés où il s'agit d'améliorer, où il s'agit de gérer, ou de mieux gérer, on peut se permettre d'avoir une équipe réduite. Nous, nous avons besoin de plus en plus de bras qui savent faire, chacun dans sa portion de pouvoir, qui savent faire ce que le peuple attend. Si on le fait, on aura une somme de résultats qui devraient demain nous porter vers l'émergence. C'est cela la réalité ! Ne nous éloignons pas de ceux-là qui pensent, aujourd'hui parce que simplement dans certains pays on est à 20 ministres, que le Sénégal devrait le faire.

Une fois de plus, la promotion que le Président a eu à faire de certaines activités, cette promotion a permis le développement de ces activités, a permis aux investisseurs de savoir qu'ils ont en face d'eux un décideur, quelqu'un qui peut signer, quelqu'un qui engage sa signature et les investisseurs ont été prompts à mettre de l'argent. Je peux citer énormément de départements qui ont gagné en confiance, énormément d'investissements.

Faites simplement la comparaison entre les investissements qui ont été enregistrés depuis que le Président Wade est là et ceux qui ont été réalisés avant lui. C'est cela le résultat, parlons de chiffres, ne faisons pas de la politique politicienne qui fait dire : le peuple ! le peuple ! Alors que le peuple vous a donné combien de voix ? Est-ce que ces voix sont le peuple ? Que représentez-vous face à ces 12 ou 11 millions de Sénégalais ? C'est important, je crois que en parlant souvent on devrait partir de sa propre situation avant d'en arriver à utiliser des préceptes qui ne pourront jamais aller vers les prémices et les logiques que nous attendons.

Je disais hier en commission, que cet homme-là qui est en mesure de partager son pouvoir, il le fait pour le bien du peuple parce que c'est un homme foncièrement généreux. Dans beaucoup d'autres pays, ce que nous voyons c'est un acaparement du pouvoir par quelqu'un qui l'exerce de manière solitaire. Et, j'ajoutais que le Président était un adepte de Montesquieu qui disait que « le pouvoir rend fou, le pouvoir absolu absolument fou ». Tout à l'heure vous l'avez dit honorable Oumou. Tout à l'heure aussi en parlant de résultats, j'aurai aimé parler pular Aminata SALL, rien que pour vous répondre, vous avez été remarquable en parlant des résultats et du bilan. C'est ce bilan-là qui a

été sanctionné positivement, vous l'avez été, et ce sont des choses concrètes. Cela ne ressort pas d'une analyse politico-juridique, cela ne ressort pas d'une construction de l'esprit, cela ne sort pas d'une légitimité imaginaire. Cela sort d'une réalité, c'est cette réalité à laquelle nous vous appelons. Le texte c'est une réalité palpable, le Président de la République veut être encore une fois de plus beaucoup plus proche des populations, beaucoup plus à l'écoute des populations. Quelle meilleure forme de gouvernance que celle-là ? La démocratie la plus avérée au monde c'est une démocratie qui permet au peuple de s'exprimer et de le faire à tout moment. C'est cette forme-là que le Président veut promouvoir.

On est arrivé aussi à me parler de modifications multiples de la Constitution. Je dis à l'honorable Khassimou DIA que je respecte beaucoup et à tous ceux qui ont embouché cette trompette, je le dis en regardant, en pensant à mon ami, l'honorable Mbaye NIANG : une Constitution n'est pas une bible. Imam, la seule vérité qui mérite d'être considérée comme absolue est celle qui émane de Dieu ! Toute autre vérité est relative, elle l'est de par le temps, elle l'est de par l'espace. Alors vous voulez que l'œuvre perceptible de l'homme, que vous nous enseignez tous les jours, ne puisse pas subir les corrections qui s'imposent ? Vous croyez aujourd'hui qu'on peut penser d'une certaine manière et qu'on devrait continuer à le faire durant toute la vie ? Non ! le monde évolue, c'est un monde de la vitesse, si vous ne vous donnez pas les moyens d'avoir le rythme qu'il faut, cette vitesse vous emportera. Le Président est un visionnaire qui veut prévenir et avoir aussi les moyens de faire face aux réalités de la vie. La Constitution, elle sera modifiée tant que c'est nécessaire. Quand les gens dénoncent, comme mon ami HUCHARD, le tripatouillage de la Constitution, mais faites-vous respecter ! Quand une Constitution, elle-même, prévoit qu'on peut la réviser, détermine les conditions de révision et vous donne les moyens de le faire et demain, la possibilité au peuple de s'exprimer ou peut-être que vous puissiez vous retrouver dans une formation beaucoup plus complète, à la place du peuple, parce que vous êtes les élus du peuple, il y a deux possibilités : démocratie directe, démocratie indirecte. Démocratie directe, quand nous voulons interroger le peuple directement ; démocratie indirecte, quand il est permis au Président de dire : je fais l'économie d'un référendum, je vais simplement me tourner vers les représentants du peuple. Pouvez-vous, vous regarder dans un

miroir, être fier que vous représentez le peuple ? Si vous êtes en mesure de le faire n'exigez pas toujours que le peuple soit interpellé, n'exigez pas que le peuple puisse être convoqué ! Si vous êtes en mesure de vous regarder tous dans un miroir et de dire : « nous sommes les représentants légitimes de ce peuple, nous exprimons les vœux de ce peuple, nous réalisons les vœux de ce peuple », vous êtes en mesure de l'assumer.

Donc, je dis que tous les arguments juridiques qui ont été soutenus ne peuvent pas prospérer. La révision existe, elle est fondée en droit, donc nous n'avons pas de ce côté des problèmes et je voudrais rassurer en disant qu'on a évoqué le contexte. Contexte, parce que nous sommes tout simplement dans un contexte mondial défavorable car il y a des problèmes. Ils ont même soutenu que l'urgence est ailleurs, mais au moment où je suis en train de perdre toute une journée, ou de perdre l'après-midi, une partie de ma nuit à vous entretenir, d'autres sont en train de faire un excellent travail qui est en train de régler des problèmes de ce pays. Un pays est constitué ainsi, je demandais tout à l'heure qu'on me donne une possibilité d'apprécier sur la base de chiffres, en disant parce que telle chose a eu lieu : la demande sociale qui a été formulée n'a pas été satisfaite. On parle de demande sociale comme si cette demande sociale n'existait qu'au Sénégal. Allez dans un pays que nous aimons beaucoup, un pays qui nous sert de référence, un pays qui nous sert de sève nourricière, la France ! J'ai quitté, avant-hier, la France, les étudiants sont à 15 semaines de grève. On me parle de grève : Allez en France, moi, j'ai pu rejoindre l'aéroport après combien de chemins détournés, les routes étant utilisées pour des manifestations, pour des grèves. Combien de grèves enregistre-t-on en Europe et ailleurs ? C'est cela une démocratie qui marche et qui vit, le fait que d'autres revendiquent toujours une meilleure situation et ne sont jamais satisfaits de ce qui leur a été apporté. C'est cela la marche de la démocratie. La démocratie sénégalaise, elle vit, elle le fait de manière forte. Et, cela nous pousse, nous gouvernants, nous Gouvernement à vouloir inscrire nos pas dans une phase d'autosatisfaction, à vouloir dire : nous ferons tout pour satisfaire la demande sociale, cette démarche elle ne sera jamais, je dis bien elle ne sera jamais satisfaite complètement. Chaque fois, partez des réalités dans tous les domaines ! Regardez les salaires ! Combien ces salaires ont fait l'objet de hausse ? Regardez la situation scolaire, partez des étudiants ! Tout à l'heure vous

l'avez dit honorable député Aminata Sall. On a obtenu ce qui n'a jamais été obtenu dans ce pays. Des étudiants qui, pour la totalité, sont soit boursiers soit bénéficiaires d'aides. Mais, cela n'empêche pas un étudiant de revendiquer un meilleur sort. C'est normal, c'est cela la démocratie. Des ouvriers, des travailleurs qui ont bénéficié des hausses qui n'ont jamais été obtenues.

Allez dans certains secteurs où les salaires ont été doublés, où des indemnités l'ont été ! Heureusement que l'honorable Malick GUEYE a vu que la situation des députés n'est pas en reste. Combien de députés, souvent quand je traversais, étaient à un arrêt du bus que je prenais à bord de ma voiture ? Mais aujourd'hui, certains me dépassent et simplement c'est le petit geste de la main. C'est cela une démocratie qui marche et cela ne vous empêche pas de continuer à dire : nous voulons qu'on améliore le sort des députés, nous voulons qu'on améliore les conditions de travail.

Cette demande sociale, elle n'est jamais un prétexte. Au contraire il faut se donner les moyens de la satisfaire. C'est à travers une meilleure représentation du Président, par une personne qui est beaucoup plus à l'écoute des populations, par une personne qui est capable d'apporter à ces populations tout le confort nécessaire, que le Président va de plus en plus régler la demande sociale.

Il me reste à aborder le dernier problème. Les gens ont parlé d'institution coûteuse alors que nous ne sommes pas dans le domaine d'une Institution. Ils oublient que la vice-présidence, le vice-président pour être plus exact, quand on dit la vice-présidence, on risque de tomber dans la confusion de l'existence d'une institution, le vice-président est dans l'espace présidentiel, c'est tout. Le Directeur, le Ministre d'Etat, Ministre des affaires présidentielles existait, alors qu'ici nous avons un vice-président qui représente le Président auprès des populations et qui peut recevoir délégation de certains pouvoirs. On s'est offusqué en disant : il n'a pas de pouvoirs. Mais, vous voulez que ces pouvoirs qui symbolisent la souveraineté nationale puissent être entre les mains d'un délégataire ? Si on l'avait fait, on aurait critiqué le délégant, on aurait dit qu'on allait faire quelque chose de trop. On est en train de préparer ce que les esprits ont voulu voir dans ce texte alors qu'il ne s'agit que de quelqu'un, au même titre que le Premier Ministre, au même titre que les

Ministres qui reçoivent délégation. Que celui-là puisse recevoir délégation de pouvoir, mais dans des conditions où la souveraineté nationale n'est pas exercée ! Il ne fait que représenter, recueillir, exercer des pouvoirs du moment qu'il s'éloigne de l'exercice de la souveraineté nationale. Mais là, je me demande où se trouve le problème ? Certains avaient cru que la suppléance allait être tranchée. Mais, non ! seule une Institution peut suppléer à une Institution.

S'agissant du parallisme des formes : ma consœur vous savez en matière juridique le parallisme des formes est important. Seule une Institution peut suppléer à une autre Institution. Nous n'avons pas en face de nous une Institution. Comment peut-on parler de suppléance ? La suppléance élément d'une Institution qui est le Sénat et qui va être exercée par le Président du Sénat.

On nous a parlé de la préséance : la préséance, une fois de plus est déterminée non pas, par le statut de cette personne, mais par le pouvoir qui émane de la personne qui, aujourd'hui, représente l'exécutif et cette personne est considérée comme la clé de voûte des institutions, cette personne c'est le Président de la République. C'est normal, que celui ou celle qui sera demain ce Vice-président, que cette personne-là puisse avoir comme préséance de le représenter. La meilleure illustration nous l'avons donnée en Commission : les députés sont élus par le peuple, les Ministres sont nommés. En matière de préséance, partez de cette réalité ! Le Premier Ministre est nommé, le député est élu, on tient compte du fait que l'exécutif a une certaine prééminance dans un régime comme le nôtre. On nous a parlé de l'Afrique du Sud, on a même voulu changer la nature du régime sénégalais, en nous parlant de ce qui se passe dans certains pays où un Vice-président ne peut émaner que des députés, je sais qu'il y a parmi vous des candidats, mais en ce moment, vous démissionnerez. Le Président ne va pas choisir parmi vous seulement. Nous ne sommes pas dans le cadre d'un régime parlementaire, nous sommes dans le cadre d'un régime présidentiel. Et ce régime présidentiel, vous l'avez choisi au moment du référendum qui a eu lieu.

Je terminerai par un dernier problème, c'est celui du budget : une fois de plus, à partir du moment où nous n'avons pas en face de nous une Institution, il faut tenir compte du fait que vous avez voté un budget. Sur

la base de votre vote, le Président peut faire un réaménagement budgétaire et permettre à une personne qu'il va nommer de bénéficier des dispositions financières que vous avez votées pour lui.

Donc nous n'avons pas de problème, nous ne sommes pas dans le cadre d'une Institution et aussi en filigrane j'ai entendu cela comme si nous étions dans le cadre d'une proposition de loi, ou dans le cadre d'un amendement où on vous demande d'apporter la preuve de l'existence d'une ressource ou de la créer. Nous avons en tant que Gouvernement la latitude de faire des projets de lois sans être astreint à cette condition. Là aussi, il faudrait qu'on ne se trompe pas...**(Passage en wolof)**.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie beaucoup Monsieur le Ministre d'Etat.

Je donne la parole à notre collègue Mamadou Lamine THIAM qui fait appel au Règlement intérieur.

MONSIEUR MAMADOU LAMINE THIAM

Je vous remercie Monsieur le Président. Je fais appel à l'Article 72 que je cite : «Lorsqu'au cours d'un débat la première liste des orateurs est épuisée et que le Ministre a répondu le Président ou tout membre de l'Assemblée peut en proposer la clôture » Monsieur le Président ,en vertu de cet article, je propose la clôture du débat parce que je pense que, en Commission, comme aujourd'hui en plénière on s'est largement expliqué et que les explications fournies par Monsieur le Ministre d'Etat nous ont largement convaincus.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Y a t-il-quelqu'un qui est contre ?

Je donne la parole à notre collègue Ndèye Fatou TOURE.

MADAME NDEYE FATOU TOURE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

En vertu de l'article 72 alinéa second « lorsque la parole est demandée contre la clôture elle ne peut être accordée que pour 5 minutes » donc, j'ai 5 minutes pour vous dire chers Collègues, Monsieur le Président, Monsieur le Ministre d'Etat, que nous avons été convoqués ici, dans cette hémicycle ce jour pour 15 h, nos travaux ont démarré au-delà de 17h30 nous sommes en train effectivement de marquer les pages, c'est mon avis, cela n'engage que moi, représentante du peuple, les pages les plus décisives, les plus importantes de l'évolution institutionnelle de notre pays. Je crois que par décence républicaine, démocratique en ce lieu de discussions et d'échanges républicains, Monsieur le Président, nous devons poursuivre le débat ne serait-ce que en abrégant nos propos, mais faire en sorte que la minorité parlementaire que nous représentons, si minoritaire soit elle, mais qui est importante dans une démocratie et sur laquelle fonde beaucoup d'espoir une très large majorité de ce peuple, cette minorité parlementaire aujourd'hui qui a gagné la capitale, cette minorité qui a gagné les plus grandes villes du pays a droit à la parole.

Vous avez dit Monsieur le Ministre d'Etat, des choses fondamentales, importantes pour nous, et il importe pour nous de vous apporter des éléments de réponse et pour cette raison, chers collègues, je vous demande, je ne peux que vous demander, bien évidemment je ne vous impose rien du tout, mais je vous demande de bien vouloir nous permettre, ne serait-ce que pour cela, de poursuivre le débat. Nous avons notre parole, nous avons nos éléments de réplique, nous avons nos réflexions dans la marche du pays, que nous souhaiterions livrer à votre appréciation et à l'appréciation de toute la Nation. C'est la raison pour laquelle je suis contre la clôture, surtout qu'on nous a convoqué, il faut qu'on soit encore plus regardant dans ce que nous faisons. Nous étions là avant 16 heures, nous avons démarré pratiquement à 18 heures, le peuple nous entend, nous sommes les représentants de la Nation. Nous devons poursuivre le débat, jusqu'à ce que nous ayons épuisé nos arguments et je pense que c'est la moindre des choses. Même le Président de la République, à mon avis, s'il était dans cette salle, nous aurait permis de nous exprimer, ne serait-ce que pour répondre à Monsieur le Ministre d'Etat, Gardes des Sceaux, qui vient soutenir ce projet de loi devant nous. Pour cette raison, sans abuser de la parole, donnez 5 mn et je demande à tous mes collègues de la

majorité qui ont le pouvoir de me dire oui, ou non, de nous permettre de répondre.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, chère Collègue.

Je mets aux voix la proposition.

Quels sont ceux qui sont pour la poursuite du débat ?

Quels sont ceux qui sont contre ?

C'est la majorité, donc on arrête, le débat est clos.

On passe à l'examen du projet de loi ?

J'ai reçu la demande suivante : « Nous soussignés, Ndéye Fatou TOURE, Mously DIAKHATE, Mouhamed DIEDHIOU, Oumar Khassimou DIA, Aliou DIA, Ahmed Saloum BOYE, Hamady DIALLO, Mamadou Moustapha dit Djamil DIOP, Cheikh Mamadou Abiboulaye DIEYE, Mbaye NIANG, Ousmane Sow HUCHARD, députés à l'Assemblée nationale présents à la séance plénière du vendredi 15 mai 2009, sollicitons de votre part l'organisation du vote de la loi 14/2009 par scrutin secret en vertu des dispositions de l'article 85 du Règlement intérieur de notre Assemblée. »

Je vous lis l'article 85 : « En toute matière et sur demande d'au moins dix députés, dont la présence est constatée par appel nominal, il est procédé au scrutin public ou au scrutin secret. Le scrutin secret est de règle quand il s'agit d'élection des membres du Bureau de l'Assemblée nationale ».

La première chose que je vais faire, conformément à cet article, c'est l'appel nominal :

NDEYE FATOU TOURE
MOUSLY DIAKHATE
MOHAMED TETE DIEDHIOU
OUMAR KHASSIMOU DIA
ALIOU DIA
AHMED SALOUM BOYE
HAMADY DIALLO
MAMADOU MOUSTAPHA DIOP DJAMIL

CHEIKH MAMADOU HABIBOULAYE DIEYE
MBAYE NIANG
OUSMANE SOW HUCHARD

Donc, le nombre de dix n'étant pas atteint la proposition est irrecevable.

S'il vous plaît, nous voulons rester démocrates, ce ne sont pas les sentiments des uns et des autres, vous avez évoqué un article, il s'agit de l'application stricte de cet article. L'article dit bien « en toute matière et sur demande d'au moins dix députés dont la présence est constatée par appel nominal », donc j'ai fait l'appel nominal, j'ai une liste de 11 personnes, sept personnes sont présentes donc la demande est irrecevable.

Nous passons à l'examen des articles du texte de la loi.

Monsieur le Rapporteur, vous avez la parole.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Article premier: Il est ajouté à l'article 26 de la Constitution les dispositions ci-après :

« Il peut être assisté d'un Vice-président qu'il nomme après consultation du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée nationale, pour une durée ne pouvant excéder celle de son mandat.

Il met fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Le Vice-président remplit à la date de sa nomination toutes les conditions posées à l'article 28.

Il occupe, dans l'ordre de préséance, le deuxième rang. Il satisfait aux conditions posées par l'article 38.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets au voix l'article premier.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption ?

Quels sont ceux qui s'abstiennent ?

L'article premier est adopté.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Article 2 : Au second alinéa de l'article 43 de la Constitution, il est ajouté « 26 alinéa 2 à 5, » avant « 45 ».

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets au voix l'article 2.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent ?

L'article 2 est adopté.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Article 3 : Le premier alinéa de l'article 50 de la Constitution est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Président de la République peut déléguer par décret certains pouvoirs au Vice-président, au Premier Ministre ou aux autres membres du Gouvernement à l'exception des pouvoirs prévus au article 42, 46, 47, 49, 51, 52, 72, 73, 87, 89 et 90.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix l'article 3.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent ?

L'article 3 est adopté.

Avant de mettre aux voix l'ensemble du texte, il y a des collègues qui demandent à expliquer leur vote. On prend la liste.

On a des contraintes horaires, si tout le monde s'inscrit, on sera là encore à minuit et à minuit on doit lever la séance. Je vous respecte tous mais, l'explication de vote ce n'est pas une relance du débat. Je serais obligé si on doit relancer le débat d'arrêter.

Donc, qu'on se comprenne bien et vraiment que chacun respecte les dispositions qui nous lient encore une fois. On ne va pas relancer le débat, je ne laisserais pas relancer le débat. On explique un vote et il y a cinq minutes au maximum.

Je lis la liste:

El Hadj Moustapha Diouf

Ndèye Fatou Touré

Mbaye Niang

Mously Diakhaté

Cheikh Abiboulaye Dièye

Fatou Aïdara

Tafsir Thioye

Doudou Wade.

Je donne la parole à El Hadji Moustapha Diouf.

MONSIEUR EL HADJI MOUSTAPHA DIOUF

Je vous remercie Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Je ne voterai jamais cette loi et je l'ai dit devant Monsieur le Président de la République. Je prends à témoin tous mes collègues députés, parce que je ne suis pas un poltron et je ne suis pas malhonnête. Je ne suis pas hypocrite, je suis un grand intellectuel, je ne suis pas n'importe qui. Et quand on est un intellectuel, un juriste de surcroît, quand on apprend à l'école, à l'Université les systèmes politiques, mais dans quel système politique à part des républiques bananières, je ne nommerai pas ces républiques, on peut trouver à la fois un premier ministre et un vice-président derrière un Président de la République ? Cela fait désordre. Qu'on me respecte, qu'on respecte nos Institutions. Personne ne pourra venir ici nous convaincre. C'est du n'importe quoi.

Je reviens de Paris. Mon avion a atterri à 20 heures, j'ai foncé directement vers l'Assemblée nationale pour dire mon mot. Je ne voterai jamais cette loi. Et je vous demande, devant l'histoire, de ne pas voter cette loi, parce que l'histoire retiendra que nous avons une Assemblée nationale pas à la hauteur. Même si nous sommes avec le Président de la République, nous devons parfois lui dire non, comme nous pouvons

lui dire oui chaque fois qu'on doit lui dire oui. Mais, si on n'a pas le droit de dire non qu'est-ce que nous faisons ici ? Si nous sommes là toujours pour dire oui la mort dans l'âme, c'est extraordinaire ! Cette Assemblée nationale-là, on n'a qu'à faire une croix dessus.

Mais, je vous demanderai, si vous voulez que le Président reste encore au pouvoir, de l'empêcher de faire voter certaines lois impopulaires. Vous avez vu, il a perdu Dakar, il a perdu Saint-Louis, il a perdu Thiès, il a perdu Mbour, il a perdu Diourbel, il a perdu Kaolack, il a perdu beaucoup de villes parce qu'on ne lui dit pas la vérité. On lui dit : vous êtes populaire, les gens sont derrière vous, c'est faux ! Le Président est en train de perdre du terrain, essayons de l'aider, assistons-le, soyons honnêtes avec lui ! Il fait des erreurs et c'est grave.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Madame Ndèye Fatou TOURE vous avez la parole.

MADAME NDEYE FATOU TOURE

Merci Monsieur le Président.

Je ne voterai pas. Naturellement, je ne voterai jamais un projet de loi constitutionnelle qui a été cousu et recousu, décousu, présenté sous quatre moutures, dont aujourd'hui l'exposé des motifs nous dit que « par souci inflexible de renforcer la qualité de fonctionnement de nos Institutions, » je ne voterai pas une loi qui crée ce qui n'est pas une Institution, mais une personne qu'on appelle un vice-président qui n'est pas une Institution de la République au sens de l'article 6 de notre Constitution et qui aujourd'hui va se mettre dans l'ordre protocolaire au devant de nos Institutions, qui sera doté des mêmes prérogatives avec des délégations...(Passage en wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur Mbaye NIANG, vous avez la parole.

MONSIEUR MBAYE NIANG

(Intervention en Wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Madame Mously DIAKHATE, vous avez la parole.

MADAME MOUSLY DIAKHATE

(Intervention en wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur Cheikh Mamadou Abiboulaye DIEYE, vous avez la parole.

MONSIEUR CHEIKH MAMADOU ABIBOULAYE DIEYE

Je vous remercie Monsieur le Président.

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Honorables députés,

Moi, je ne vais pas voter cette loi pour une raison très simple : je ne suis pas du tout convaincu de la pertinence du projet. Je ne suis pas convaincu d'abord par l'argumentaire qui a été évoqué de la proximité avec les populations. Je suis encore moins convaincu par l'argumentaire de la question genre qui a été évoquée et retirée. Je suis encore d'autant moins convaincu que cela puisse participer à résoudre des problèmes. Je suis tout à fait convaincu par l'argumentaire développé par Monsieur Mbaye Niang...(**Passage en wolof**). Et, depuis très longtemps déjà et c'est ce qui fonde la suspicion et la grande rumeur qui courent le pays. Nous sommes tous entrés dans une dynamique de succession. Chaque acte qui est posé aujourd'hui renforce l'idée que les actes qui sont posés ne sont plus des actes de Gouvernement, des actes dans le sens des intérêts des Sénégalais, mais dans le sens simplement de caler des positions et de rectifier des tirs politiques et partisans. C'est la raison pour laquelle, je ne peux absolument pas apporter ma caution à une loi, ou à une loi constitutionnelle qui quelque part pérennise quelque chose, un précédent extrêmement dangereux.

Ce qui va arriver avec cette loi, c'est que l'armature, lorsqu'on dit que la souveraineté appartient au peuple et que ce peuple-là délègue cette souveraineté à ses élus, si on y greffe une possibilité, une infime possibilité soit-elle, qu'un individu puisse user de la loi pour avoir plus de droits que n'en ont d'autres, demain, on tuera le temps, l'effort, le goût de l'effort, le goût de la participation et on décrédibilisera notre démocratie.

Et c'est pour cela qu'il faut refuser, c'est pour cette raison essentielle que je m'oppose à cette loi, elle n'est pas d'actualité, elle ne nous sert strictement à rien, et nous devons regarder ailleurs parce que nos priorités nous attendent et depuis très longtemps déjà. Voici autant de raisons qui me poussent à ne pas voter cette loi.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Madame Fatou Youssouf AIDARA, vous avez la parole.

MADAME FATOU YOUSOUF AIDARA

(Intervention en Wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur Tafsir THIOYE vous avez la parole.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur Le Président,
Monsieur Le Ministre d'Etat,
Monsieur Le Ministre,

(Début intervention en wolof).

Le débat est de très bas niveau et je pense que le Sénégal ne mérite pas cela. Le débat est trop fort et profond pour qu'aujourd'hui...**(Passage en wolof)**... Je vais voter cette loi pour montrer aux gens que le Président de la République a eu raison d'avoir

pensé à cela, parce que...(Passage en wolof)... parce que ce sont des rapports négociés que les gens doivent avoir. C'est le partage que les gens doivent ériger en gestion, aujourd'hui ce sont de nouvelles méthodes de gestion...(Passage en wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

La parole est à Monsieur Abdou SANE.

MONSIEUR ABDOU SANE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Je vote cette loi, pour plusieurs raisons : d'abord, je ne comprendrais pas, et l'opinion sénégalaise ne comprendrait pas qu'un Président qui a fini de faire ses preuves et d'être accepté à travers le monde puisse être contesté par des gens au Sénégal, parce que simplement ces gens ont eu le tort d'ignorer et de mesurer ce qu'il a comme amour pour son pays et ce qu'il a comme ambition pour sa patrie.

Je voterai cette loi, pour donner une gifle à une certaine opposition qui se réclame de « Benno » alors que dans le « Benno », il n'est pas accepté ne serait-ce qu'il faut voir le contenu et les arrangements au niveau de « Benno », ce sont des individus qui ont été en marge, donc ils se permettent de parler ici de « Benno » parce que l'autre « Benno » n'est pas là.

Donc, pour ne pas donner un cachet à cette opposition, je pense qu'en ma qualité de député, représentant du peuple, je dois voter oui pour éviter de tomber dans l'hypocrisie qui caractérise beaucoup d'Africains et consiste à rendre hommage aux hommes, lorsqu'ils sont morts, alors que de leur vivant on refusait de leur reconnaître leur mérite.

Je dirai oui ! Donc, je vais voter oui parce qu'il y a des urgences et ces urgences, tous les regards sont tournés vers quelqu'un en qui le peuple a renouvelé sa confiance, un jour de février 2007. Il faut lui donner les moyens d'atteindre ses objectifs et d'assumer pleinement son bilan, lorsque les prochaines élections se pointeront en 2012.

collaborateurs du Président de la République et à l'Assemblée, sa vision, de comprendre que la majorité que nous nous sommes faites ici, au niveau de l'Assemblée est une majorité qui est à même de suivre le rythme, la cadence et la vision de ce Président, je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

La parole est à notre collègue Doudou WADE.

MONSIEUR DOUDOU WADE

(Intervention en Wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie. C'était le dernier intervenant.

Je mets aux voix l'ensemble du texte.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption ?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption ?

Quels sont ceux qui s'abstiennent ?

L'Assemblée a adopté.

Le texte est adopté à une très large majorité.

Monsieur le Ministre d'Etat, toutes mes félicitations !

Monsieur le Ministre chargé des Relations avec les Institutions, toutes mes félicitations également.

- 4 -

Fin de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, je propose à l'Assemblée de lever la séance et de laisser à la Conférence des Présidents le soin de fixer l'ordre du jour et le calendrier de nos prochains travaux.

Mais, je voudrais auparavant rappeler à mes collègues que l'ouverture de la Conférence régionale de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie est prévue lundi matin au Méridien Président.

Hormis la délégation, tous nos collègues disponibles sont invités à participer à la cérémonie d'ouverture le lundi 18 mai à 9 heures 30 au Méridien Président. Nous accueillons tous nos collègues parlementaires francophones d'Afrique. Je vous remercie.

Il n'y a pas d'observations ? Il en est ainsi décidé.
La séance est levée.